

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2023

أنتم
المستقبل



الشركة العامة
SOCIETE GENERALE

COMMUNICATION FINANCIÈRE

2023

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROC MAINTIENT SON ÉLAN DE CROISSANCE ET AFFICHE DES PERFORMANCES HISTORIQUES POUR L'ANNÉE 2023, CONFIRMANT AINSI LE SUCCÈS DE SA FEUILLE DE ROUTE STRATÉGIQUE « JOSSOUR25 »

Le Conseil de Surveillance de Société Générale Maroc s'est réuni le 22 mars 2024, sous la présidence de M. Laurent GOUTARD, pour examiner l'activité et les comptes arrêtés au 31 décembre 2023 par le Directoire.

À cette occasion le Conseil de Surveillance a pris acte de la démission de M. Laurent GOUTARD avec effet à partir du 28 mars 2024, et a convenu de tenir un deuxième conseil afin de nommer M. Jean-Luc PARET en tant que nouveau Président du Conseil de Surveillance*.

Le Conseil de Surveillance a adressé ses sincères remerciements à M. GOUTARD pour ses contributions remarquables au développement de Société Générale et pour son dévouement exemplaire.

Dans un contexte économique marqué par des incertitudes et des tensions inflationnistes, le Groupe Société Générale Maroc a su faire preuve de résilience et de dynamisme dans la continuité de sa transformation. Cette réussite confirme sa position en tant que partenaire privilégié du développement économique du pays. Grâce à la mobilisation exceptionnelle de ses équipes, le Groupe affiche de bonnes performances pour l'année 2023, renforçant ainsi son engagement envers ses clients et contribuant activement à l'économie nationale. Au cours de l'année 2023, le Groupe Société Générale a continué sa transformation, s'alignant sur les évolutions structurelles du marché pour répondre aux attentes changeantes des clients et aux besoins émergents d'une nouvelle génération. Cette démarche repose sur une proposition de valeur bancaire différenciée, exploitant pleinement les capacités du numérique et des données, tout en bénéficiant d'un modèle opérationnel industriel, agile et efficient.

Bonnes performances financières au titre de l'exercice 2023

Les dépôts ont maintenu leur stabilité, s'élevant à 87 283 MMAD (+0,21%) en consolidé et 80 652 MMAD (+0,74%) en social au 31/12/2023. Cette évolution est due à la diminution des encours des certificats de dépôts, compensée par une dynamique de collecte des dépôts clientèles toujours favorable. Les encours crédits se chiffrent à 80 100 MMAD en social et 94 308 MMAD en consolidé en retrait respectivement de 1,21% et de 1,23% par rapport à la même période en 2022, principalement en raison d'un effet de base exceptionnel sur les crédits de trésorerie enregistré en 2022.

*sous réserve de l'agrément de Bank Al-Maghrib

Le Groupe Société Générale Maroc affiche, au 31/12/2023, un niveau historique avec un PNB en social de 4,8 milliards dirhams, en progression de +9,10% et de +7,26% en consolidé, pour se situer à 5,6 milliards dirhams. Cette croissance des revenus traduit l'amélioration des performances de l'ensemble des métiers du Groupe et des filiales, ainsi que la dynamique d'accompagnement de nos clients sur l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. Par ailleurs, Société Générale Maroc démontre sa capacité à maintenir un équilibre entre ses initiatives d'investissement et sa discipline financière et affiche à ce titre une progression limitée de +0,66% des frais généraux en social. Dans ce contexte, le résultat brut d'exploitation affiche une progression de 16,11% en social à 2 511 MDH et 10,26% en consolidé à 2 902 MDH. L'année 2023 a également été marquée par la poursuite de l'amélioration de la performance en matière de gestion des risques, se traduisant par une baisse de -9,03% du Coût Net du Risque en consolidé. En Social, le CNR est en légère augmentation de 1,01%. Au 31 décembre 2023, le groupe Société Générale Maroc affiche un Résultat Net consolidé historique de 1 362 millions de Dirhams, en hausse de plus de 8,27% par rapport à 2022 et de 1 092 millions de Dirhams en social, soit une progression de 6,21%.

Le Groupe Société Générale Maroc affiche ainsi des fondamentaux financiers sains et solides avec des fonds propres consolidés s'élevant à 15 221 MDH au 31/12/2023, reflétant ainsi la solidité financière de la banque. À ce titre, le ratio de solvabilité global se situe à 13,84%, le ratio Core Tier 1 à 12,36% dépassant respectivement de 184 bps et 336 bps les seuils réglementaires. En janvier 2024, l'agence Fitch Ratings a attribué au Groupe Société Générale Maroc

une notation à AAA(mar) ; avec une perspective stable, qui confirme la robustesse de ses fondamentaux.

Le Groupe Société Générale Maroc demeure à l'écoute du marché et des évolutions technologiques, tout en restant proches des besoins de ces clients. Cette approche se concrétise par des investissements continus dans le renouvellement de ses offres et la transformation digitale de son modèle relationnel.

Plusieurs distinctions pour le Groupe Société Générale Maroc en 2023

Société Générale Maroc a été consacrée par le magazine EMEA Finance lors de l'édition 2023 des African Banking Awards en remportant 4 prestigieux prix :

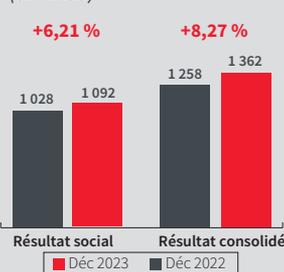
1. Meilleure banque étrangère (Best Foreign Bank)
2. Meilleure banque d'investissement (Best Investment Bank)
3. Meilleure société de gestion pour sa filiale Sogécapital Gestion
4. Meilleure société de bourse pour sa filiale Sogécapital Bourse

Ces récompenses illustrent l'élan d'un collectif fort, solidaire et engagé au service de la clientèle, notamment ces prix dévoilent le dynamisme et la capacité d'aller de l'avant de notre banque. En s'appuyant sur une stratégie de croissance rentable, responsable et pérenne.

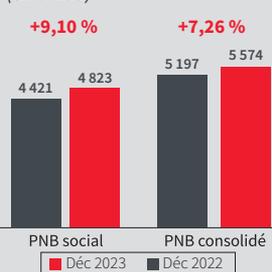
Aussi Société Générale Maroc a remporté le prestigieux titre de « Banque de l'année » par le prestigieux magazine « THE BANKER », cette distinction reflète l'engagement continu de la banque envers l'excellence, son développement financier soutenu, ainsi que ses initiatives novatrices en faveur de la jeunesse et la responsabilité sociale.

PRINCIPAUX INDICATEURS AU 31/12/2023

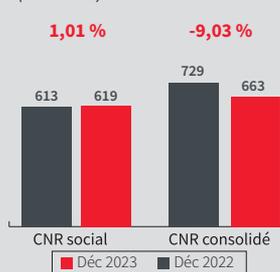
RÉSULTAT NET (en Mmad)



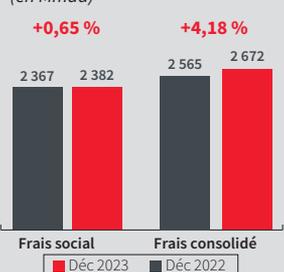
PRODUIT NET BANCAIRE (en Mmad)



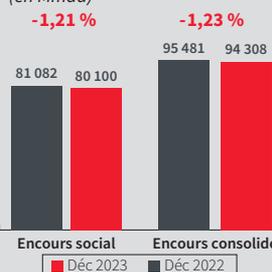
COÛT NET DU RISQUE (en Mmad)



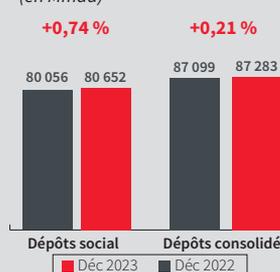
FRAIS GÉNÉRAUX (en Mmad)



CRÉDITS (en Mmad)



DÉPÔTS⁽¹⁾ (en Mmad)



⁽¹⁾ Les dépôts portent les certificats de dépôt

ÉTAT A1 : ÉTAT DES PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes sociaux de la Société Générale Maroc sont préparés conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). L'objectif de ces comptes est de présenter une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Banque.

1. CRÉANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les créances comptabilisées, qui concernent aussi bien les établissements de crédits que les créances sur la clientèle, sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique et ce, comme suit :

- Créances sur les établissements de crédits et assimilés à vue et à terme ;
- Crédits de trésorerie et de consommation, crédits à l'équipement, crédits immobiliers et autres crédits ;
- Créances acquises par affacturage.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie. Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit ou clientèle).

Les créances en souffrance

Les créances en souffrance sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur régissant l'activité des établissements de crédit. Ces créances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par ladite réglementation, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles. Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont, quant à elles, constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable.

2. DETTES À VUE ET À TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur les dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3. PORTEFEUILLE TITRES

Les titres sont classés en fonction de l'intention de leur détention en titres de transaction, titres d'investissements, titres de placements ou titres de participations.

• Titres de transaction

Ces titres sont acquis en vue de leur revente à brève échéance et dont le marché de négociation est jugé actif. Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat, frais de transaction exclus, coupons courus inclus. A chaque arrêté comptable, la différence résultant des variations de prix de marché est portée directement au compte de produits et charges.

• Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

À chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

• Titres d'investissement

Ils correspondent à des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à la date de leur échéance.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition frais inclus et coupons courus inclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

• Titres de participation

Sont classés parmi ces valeurs, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation.

• Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan. Les titres cédés continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan. Aucune provision n'est constatée en cas de dépréciation des titres reçus mais les intérêts courus sur la créance sont constatés.

4. OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou « autres passifs » selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et les charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminuées des amortissements cumulés calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

6. PROVISIONS

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non à des opérations bancaires.

- Les provisions pour risques et charges : sont constituées en cas d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue.
- Provisions pour risques généraux : Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.
- Les provisions réglementées : sont constituées en application des dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales.

7. PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Les intérêts correspondent aux produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation. Les commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation.

8. CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

COMPTES SOCIAUX AGRÉGÉS AU 31/12/2023

BILAN AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 490 953	5 628 834
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	11 759 304	6 097 334
. À vue	2 529 401	1 867 227
. À terme	9 229 903	4 230 108
Créances sur la clientèle	78 194 822	78 826 414
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	28 450 811	32 652 618
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	20 610 708	16 358 355
. Crédits et financements participatifs immobiliers	24 708 338	24 147 327
. Autres crédits et financements participatifs	4 424 964	5 668 114
Créances acquises par affacturage	1 905 482	2 255 455
Titres de transaction et de placement	2 198 460	2 008 434
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 181 314	1 978 851
. Autres titres de créance	-	2 211
. Certificat de SUKUK	-	-
. Titres de propriété	17 146	27 372
Autres actifs	1 168 738	1 130 894
Titres d'investissement	6 945 273	7 894 086
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 945 273	7 894 086
. Autres titres de créance	-	-
. Certificat de SUKUK	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	2 380 769	2 218 190
. Participation dans les entreprises liées	1 811 813	1 692 305
. Autres titres de participation et emplois assimilés	568 956	525 885
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	1 229 135	1 075 914
Immobilisations corporelles	1 048 834	1 065 959
TOTAL DE L'ACTIF	108 321 768	108 201 514

HORS BILAN AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
HORS BILAN	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNÉS	24 357 352	21 103 517
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8 228 241	6 367 026
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 805 796	3 832 968
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	12 323 315	10 553 524
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	350 000
ENGAGEMENTS REÇUS	14 269 095	14 773 477
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 288 316	7 097 200
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7 980 779	7 049 557
Titres vendus à réméré	-	-
Titre de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	-	626 900

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AGRÉGÉ DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	6 298 232	5 580 757
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	365 838	156 482
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 764 553	3 425 560
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	154 713	189 657
4. Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	219 397	218 685
5. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
6. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
7. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8. Commissions sur prestations de service	730 545	687 403
9. Autres produits bancaires	1 063 143	902 935
10. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	42	35
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 475 137	1 160 010
11. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	245 698	127 969
12. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	371 727	211 667
13. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	286 520	275 958
14. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
15. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
16. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
17. Autres charges bancaires	566 877	540 302
18. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	4 315	4 115
III. PRODUIT NET BANCAIRE	4 823 096	4 420 747
19. Produits d'exploitation non bancaire	142 215	167 462
20. Charges d'exploitation non bancaire	65 282	58 103
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	2 382 072	2 366 553
21. Charges de personnel	1 100 992	1 130 349
22. Impôts et taxes	47 115	49 799
23. Charges externes	840 941	837 018
24. Autres charges générales d'exploitation	15 309	17 080
25. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	377 715	332 306
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2 690 616	1 950 768
26. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 646 038	1 710 084
27. Pertes sur créances irrécouvrables	649 537	209 311
28. Autres dotations aux provisions	395 041	31 373
VI. REPRISSES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	2 064 648	1 337 345
29. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 891 007	1 309 583
30. Récupérations sur créances amorties	23 097	9 887
31. Autres reprises de provisions	150 544	17 875
VII. RÉSULTAT COURANT	1 891 989	1 550 130
32. Produits non courants	88 054	21 040
33. Charges non courantes	201 695	94 296
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 778 348	1 476 875
34. Impôts sur les résultats	686 490	448 784
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 091 858	1 028 091
TOTAL PRODUITS	8 593 150	7 106 605
TOTAL CHARGES	7 501 291	6 078 514
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 091 858	1 028 091

	En milliers de Dirhams	
PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	102 849	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 842 041	9 428 416
. À vue	637 638	842 089
. À terme	7 204 403	8 586 326
Dépôts de la clientèle	72 572 087	71 709 816
. Comptes à vue créditeurs	54 371 291	53 713 883
. Comptes d'épargne	10 196 751	10 211 893
. Dépôts à terme	3 836 164	4 217 478
. Autres comptes créditeurs	4 167 881	3 566 563
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	3 487	4 399
Titres de créance émis	8 075 990	8 342 149
. Titres de créance négociables émis	8 075 990	8 342 149
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	3 068 919	3 045 516
Provisions pour risques et charges	1 655 897	1 367 701
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	1 634 601	1 631 301
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	213 233	201 410
Écarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	9 908 307	9 290 216
Capital	2 152 500	2 152 500
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 091 858	1 028 091
TOTAL DU PASSIF	108 321 768	108 201 514

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	31/12/2023	31/12/2022
1.(+) Intérêts et produits assimilés	4 167 635	3 669 519
2.(-) Intérêts et charges assimilés	903 945	615 594
MARGE D'INTÉRÊT	3 263 690	3 053 925
3.(+) Produits sur financements participatifs	117 469	102 180
4.(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	117 469	102 180
5.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
7.(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
8.(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
9.(+) Commissions perçues	811 960	766 763
10.(-) Commissions servies	92 532	75 149
Marge sur commissions	719 428	691 615
11.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	84 002	28 699
12.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	207	8
13.(+) Résultat des opérations de change	570 870	477 328
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	1 347	-3 712
Résultat des opérations de marché	656 426	502 324
15.(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
16.(+) Divers autres produits bancaires	220 419	220 635
17.(-) Diverses autres charges bancaires	150 064	145 851
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT ET DES MOUWAKIL	-4 273	-4 080
PRODUIT NET BANCAIRE	4 823 096	4 420 747
18.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-2 893	4 533
19.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	137 859	162 330
20.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	64 681	58 103
21.(-) Charges générales d'exploitation	2 382 072	2 366 553
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 511 310	2 162 954
22.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	381 471	599 925
23.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	237 849	12 898
RÉSULTAT COURANT	1 891 989	1 550 130
RÉSULTAT NON COURANT	-113 641	-73 256
24.(-) Impôts sur les résultats	686 490	448 784
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 091 858	1 028 091

	En milliers de Dirhams	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2023	31/12/2022
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	1 091 858	1 028 091
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	377 715	332 306
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	6 648	600
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	339 887	19 499
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	20 000	20 000
25.(-) Reprises de provisions	145 121	20 003
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	87
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	4 356	5 133
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	601	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	1 687 232	1 375 274
31.(-) Bénéfices distribués	410 000	348 500
(+) AUTOFINANCEMENT	1 277 232	1 026 774

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams			
CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2022	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2023
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	9 290 216	618 091	-	9 908 307
Réserve légale	205 000	-	-	205 000
Autres réserves	8 487 716	618 091	-	9 105 807
Primes d'émission, de fusion et d'apport	597 500	-	-	597 500
Capital	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital appelé	2 152 500	-	-	2 152 500
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 028 091	-1 028 091	1 091 858	1 091 858
TOTAL	12 470 807	-410 000	1 091 858	13 152 665

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	5937 364	5580 757
2.(+) Récupérations sur créances amorties	23 097	9 887
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	230 269	188 502
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 475 137	1 160 010
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-266 977	152 399
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-2 004 357	2 034 247
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-686 490	448 784
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 757 769	1 983 706
Variation des :		
8.(-) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-5 661 970	1 289 757
9.(+) Créances sur la clientèle	981 565	7 971 772
10.(-) Titres de transaction et de placement	-190 026	-7 804 423
11.(-) Autres actifs	-37 844	-13 463
12.(+) Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
13.(-) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
14.(+) Immobilisation données en Ijara	-	-
15.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés	-	-
16.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-1 483 526	7 085 179
17.(+) Dépôts de la clientèle	862 271	3 466 713
18.(+) Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-912	579
19.(+) Titres de créance émis	-266 159	469 942
20.(+) Autres passifs	23 403	244 813
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-5 773 198	9 823 583
III.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I+II)	-4 015 429	11 807 289
21.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
22.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
23.(+) Acquisition d'immobilisations financières	786 235	7 875 028
24.(+) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-513 810	495 577
25.(+) Intérêts perçus	-	-
26.(+) Dividendes perçus	-	-
IV.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	272 425	-8 370 605
27.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
28.(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
29.(+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
30.(+) Emission d'actions	-	-
31.(+) Remboursement des capitaux propres et assimilés	3 300	466 799
32.(+) Dépôts d'investissement remboursés	11 823	11 608
33.(+) Intérêts versés	-	-
34.(+) Rémunération versées sur DI et Wakala Bil Istithmar	-	-
35.(+) Dividendes versés	-410 000	348 500
V.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-394 877	-826 907
VI.VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	-4 137 882	2 609 777
VII.TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 628 834	3 019 057
VIII.TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 490 952	5 628 834

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 31/12/2023

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévue par le plan de comptable des établissements de crédit (PCEC)
Les Etats de Synthèse sont conformes à la présentation stipulée dans le PCEC.

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2023

Indications des dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES AU 31/12/2023

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU 31/12/2023

CRÉANCES	En milliers de Dirhams					
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	229 255	-	350 695	174 238	754 188	5 119 290
VALEURS REÇUES EN PENSION	-	-	-	-	2 228 398	-
- au jour le jour	-	-	-	-	2 228 398	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRÊTS DE TRÉSORERIE	-	-	491 375	2 871 577	5 432 952	2 526 223
- au jour le jour	-	-	1 488	1 631 226	1 992 714	957 239
- à terme	-	-	1 710 000	489 887	1 240 351	3 440 238
PRÊTS FINANCIERS	-	-	3 399 776	-	3 399 776	2 561 452
CRÉANCES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉANCES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	113 477	2 547	-	116 024	1 506 123
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	1 457	40 473	15 292	57 222	13 080
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
Dont créances en souffrance sur financements participatifs	-	-	-	-	-	-
TOTAL	229 255	4 413 332	4 284 866	3 061 107	11 988 560	11 726 168

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	En milliers de Dirhams	
		Entreprises financières	Entreprises non financières		31/12/2023	31/12/2022
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE	2 067 229	572 183	20 690 619	210 081	23 540 112	28 021 616
- Comptes à vue débiteurs	453 487	572 183	5 919 947	173 464	7 119 081	6 679 351
- Créances commerciales sur le Maroc	545 714	-	2 939 332	8 757	3 493 803	3 668 579
- Crédits à l'exportation	-	-	147 163	-	147 163	153 801
- Autres crédits de trésorerie	1 068 028	-	11 684 177	27 860	12 780 065	17 519 885
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À LA CONSOMMATION	-	-	9 718	4 799 842	4 809 560	4 540 965
- Crédits à la consommation	-	-	9 718	4 659 550	4 669 268	4 408 563
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	140 292	140 292	132 402
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENT PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT	5 446 390	-	14 564 636	406 379	20 417 405	16 212 744
- Crédits à l'équipement	5 446 390	-	14 481 076	406 379	20 333 845	16 155 991
- Mourabaha à l'équipement	-	-	83 560	0	83 560	56 753
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autre financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	437 417	2 196 014	22 004 031	24 637 462	24 068 624
- Crédits immobiliers	-	437 417	2 196 014	18 489 069	21 122 500	20 930 951
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	3 514 962	3 514 962	3 137 673
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	169 052	171 919	340 971	943 784
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 406 338	-	499 145	-	1 905 483	2 255 457
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	-	-	-	365 119	365 119	304 476
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-	24 227	2 758 344	1 301 621	4 084 192	4 725 957
- Créances pré-douteuses	-	1 319	1 335 479	338 918	1 675 716	2 413 033
Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs	-	-	-	5 255	5 255	4 882
- Créances douteuses	-	562	886 803	87 183	974 547	783 597
Dont créances douteuses sur financements participatifs	-	-	-	4 526	4 526	3 103
- Créances compromises	-	22 346	536 063	875 520	1 433 930	1 529 327
Dont créances compromises sur financements participatifs	-	-	-	2 472	2 472	-
TOTAL	8 919 957	1 033 827	40 887 528	29 258 992	80 100 304	81 073 624

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 31/12/2023

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS	-	-	-	17 146	17 146	27 372
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	17 146	17 146	27 372
TITRES NON COTÉS	-	9 126 587	-	-	9 126 587	9 875 148
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	9 126 587	-	-	9 126 587	9 872 937
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	2 211
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	9 126 587	-	17 146	9 143 733	9 902 520

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2023

TITRES	En milliers de Dirhams					
	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	2 181 104	2 181 104	2 181 104	-	-	394
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 181 104	2 181 104	2 181 104	-	-	394
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	17 531	36 298	17 531	1 327	-	176
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	209	209	209	394	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	17 322	36 089	17 322	933	-	176
TITRES D'INVESTISSEMENT	6 945 273	6 407 796	6 299 189	107 346	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 945 273	6 407 796	6 299 189	107 346	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-	-	-	-

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2023

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	783 729	642 890
Valeurs et emplois divers	9 417	12 039
Comptes de régularisation	375 592	475 965
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	1 168 738	1 130 894

ACTIFS À RISQUE, RESTRUCTURÉS, IMPRODUCTIFS ET EN SOUFFRANCE AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Créances en Souffrance	11 868 157,99	11 868 157,99
Watchlist	3 458 369,30	3 458 369,30

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en % 31/12/2023	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	Produits inscrits au CPC
A - Participations dans les entreprises liées				2 368 044	2 201 055	-	3 606 798	330 915	7 687 604
SOGLEASE	ACTIVITES FINANCIERES	250 600	100,00%	250 600	250 600	31/12/2022	590 678	52 079	2 346 158
SOGECAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	99,95%	999	999	31/12/2022	29 115	28 014	64 461
INVESTIMA	GESTION VALEURS MOBILIERES	105 000	48,04%	59 443	59 443	31/12/2022	194 534	6 442	35 686
SOGECAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	15 000	100,00%	14 999	14 999	31/12/2022	23 067	1 555	11 572
SOGCONTACT	CENTRE D'APPEL	300	99,87%	300	300	31/12/2022	2 181	4 129	20 190
SOGECAPITAL PLACEMENT	GESTION D'ACTIFS	1 000	99,97%	999	999	31/12/2022	1 602	501	4 047
FONCIMMO	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	50 000	100,00%	50 000	19 193	30/11/2022	19 761	-3 008	21 237
ATHENA COURTAGE	ASSURANCE	300	96,93%	291	291	31/12/2022	62 615	62 114	99 462
BANQUE OFFSHORE	BANQUE	500	99,94%	4 942	4 942	30/06/2023	90 278	10 328	7 332
LA MAROCAINE VIE	ASSURANCE	231 750,00	49,00%	390 712	390 712	31/12/2022	882 080	81 849	2 820 632
SOGEFINANCEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	50 000	100,00%	30 000	30 000	31/12/2022	45 700	-1 542	291
CREDIT EQDOM	ACTIVITES FINANCIERES	167 025	53,72%	1 190 493	1 056 837	31/12/2022	1 470 021	91 326	2 233 358
SOGEPAIEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,00%	-	-	-	-	-	-
SOGEFONCIERE	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	-	100,00%	355 000	355 000	31/12/2022	195 166	-2 872	28 518
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	ACTIVITES FINANCIERES	-	99,99%	6 000	4 274	31/12/2022	4 875	-466	1 992
SG EPARGNE PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	1 000	1 000	-	-	-	-
FCP SG COURT TERME OBLIG	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
FCP SG OPTIMAL PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
F.C.P. SG ACTIONS PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	1 000	-	360	360	-	-	-	-
FCP INVEST EQUILIBRE	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
FCP SG CASH Garantie	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	900	900	-	-	-	-
FCP HORIZON FLEXIBLE	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
SICAV SG EXPANSION	ACTIVITES FINANCIERES	-	99,20%	133	46	-	-	-	-
SICAV SG VALEUR	ACTIVITES FINANCIERES	-	96,15%	543	202	-	-	-	-
SICAV SG PERSPECTIVES	ACTIVITES FINANCIERES	-	33,33%	17	7	-	-	-	-
SICAV SG OBLIG PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	94,00%	584	222	-	-	-	-
FCP HORIZON PREMIUM	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
NEMA CAPITAL	ACTIVITES FINANCIERES	-	49,99%	500	500	-	-	-	-
FCP HORIZON DISRIPERF	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
FCP HORIZON OBLIG TRESOR	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
ALLIANCE DEVELOPPEMENT	-	-	0,01%	187	187	-	-	-	-
FCP HORIZON MID & SMALL CAP	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	1 000	1 000	-	-	-	-
F.C.P. SG CASH PLUS	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	50	50	-	-	-	-
FCP HORIZON REASURY FUND	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
B - Autres titres de participation				94 459	94 459	-	-	-	-
C/C SCI GPBM	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	724	724	-	-	-	-
C/C FONCIMMO	COMMERCE BIENS IMMOBILIERS	-	-	27 094	27 094	-	-	-	-
C/C ECOAPARC DE BERREACHID	-	-	-	4 341	4 341	-	-	-	-
C/C NEMA CAPITAL	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	2 300	2 300	-	-	-	-
C/C D'ASSOCIES SOGEFONCIERE	-	-	-	60 000	60 000	-	-	-	-
C - Emplois assimilés				86 154	85 255	-	2 477 190	364 934	8 167 345
ALD AUTOMOTIVE	ACTIVITES FINANCIERES	20 000,00	15,00%	3 000	3 000	31/12/2022	73 515,00	30 583,00	875 958,00
DAR AD-DAMANE	ACTIVITES FINANCIERES	75 000,00	-	392	392	-	-	-	-
FINEA	ACTIVITES FINANCIERES	180,00	0,22%	344	344	31/12/2022	-	40 140,00	187 046,00
LESIEUR AFRIQUE	AGRO ALIMENTAIRE	276 315,00	0,03%	712	712	31/12/2022	1 771 594,00	217 116,00	6 042 676,00
GPBM SCI	ACTIVITES FINANCIERES	19 005,00	-	1 267	1 267	-	-	-	-
INTERBANK	ACTIVITES FINANCIERES	11 500,00	0,00%	1 840	1 840	-	-	-	-
RECOURS	SOCIETE DE RECOUVREMENT	2 500,00	-	250	250	-	-	-	-
SANOPI PHARMA MAROC	INDUSTRIES CHIMIQUES	44 513,00	-	22	22	-	-	-	-
SETTAPARK	ZONE INDUSTRIELLE	-	16,33%	6 530	5 632	31/12/2022	20 919,00	768,00	12 377,00
SG ATS	ACTIVITES INFORMATIQUES	-	0,10%	2	2	31/12/2022	26 337,00	13 660,00	202 402,00
PME CROISSANCE	ACTIVITES FINANCIERES	452 135,10	13,30%	24 058	24 058	30/06/2023	347 325,00	19 561,00	-
SAHAM ASSISTANCE	ASSURANCE	-	-	-	-	-	-	-	-
SMAEX	ACTIVITES FINANCIERES	37 450,00	2,46%	1 229	1 229	-	-	-	-
MAROCLEAR	ACTIVITES FINANCIERES	20 000,00	1,76%	351	351	-	-	-	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	ACTIVITES FINANCIERES	98 200,00	11,20%	11 000	11 000	-	-	-	-
ECOPARC DE BERREACHID	ZONE INDUSTRIELLE	55 000,00	20,00%	11 000	11 000	31/12/2022	-1 454,00	-1 938,00	48 704,00
SOGEPID	ZONE INDUSTRIELLE	18 000,00	5,00%	900	900	31/12/2022	31 207,00	5 663,00	22 568,00
ACMAR	ACTIVITES FINANCIERES	50 000,00	10,00%	5 339	5 339	-	-	-	-
PORTNET	ACTIVITES INFORMATIQUES	6 000,00	5,00%	300	300	-	-	-	-
BVC	ACTIVITES FINANCIERES	387 517,90	2,99%	11 765	11 765	-	-	-	-
SWIFT INDICE	ACTIVITES FINANCIERES	-	0,01%	150	149	-	-	-	-
SOCIETE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	ACTIVITES FINANCIERES	1 000,00	1,34%	59	59	-	-	-	-
SOGEPOS	ZONE INDUSTRIELLE	35 000,00	13,20%	4 622	4 622	31/12/2022	63 693,00	13 944,00	48 552,00
SG ABS	ACTIVITES INFORMATIQUES	-	5%	25	25	31/12/2022	144 054,00	25 437,00	727 062,00
FCP SG SOCIAL IMPAC FUND	ACTIVITES FINANCIERES	-	-	999	999	-	-	-	-
Titres de Moucharaka				-	-	-	-	-	-
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de Moudaraba				-	-	-	-	-	-
Moudaraba restreinte	-	0	-	2 548 658	2 380 769	-	6 083 988	695 849	15 854 949

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

CRÉANCES	MONTANT					
	31/12/2023			31/12/2022		
	Brut 1	Prov. 2	Net 3	Net 4	Net 5	Net 6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				NÉANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			31/12/2023	31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	298 604	571 525	23 081 292	30 419 850	54 371 271	53 690 853
Compte d'épargne	-	-	-	10 195 559	10 195 559	10 211 893
Dépôts à terme	-	-	620 825	3 181 037	3 801 862	4 217 478
Autres comptes créditeurs (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	139 887	1 592 969	2 435 025	4 167 881	3 566 563
Intérêts courus à payer	-	-	-	35 515	35 515	23 030
TOTAL	298 604	711 412	25 295 086	46 266 985	72 572 088	71 709 817

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	318	237
Créditeurs divers	1 485 047	1 136 066
Comptes de régularisation	1 583 554	1 909 213
TOTAL	3 068 919	3 045 516

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

DETTES	Établissements de crédits et assimilés au Maroc				Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger		
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS	102 849	2 187	197 376	433 836	736 248	217 280
VALEURS DONNÉES EN PENSION	1 086 636	-	-	-	1 086 636	2 375 493
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	1 086 636	-	-	-	1 086 636	2 375 493
EMPRUNT DE TRÉSORERIE	1 087 000	-	-	3 996 494	5 083 494	6 045 656
- au jour le jour	-	-	-	-	-	618 220
- à terme	1 087 000	-	-	3 996 494	5 083 494	5 427 436
EMPRUNTS FINANCIERS	14 072	-	-	602 485	616 557	482 726
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiya)	-	379 032	4 238	-	383 271	273 318
INTÉRÊTS COURUS À PAYER	996	-	-	37 689	38 685	33 943
TOTAL	2 291 553	381 219	201 614	5 070 503	7 944 890	9 428 416

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT									
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles									
Crédit-bail mobilier									
- Crédit-bail mobilier en cours									
- Crédit-bail mobilier loué									
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
Crédit-bail immobilier									
- Crédit-bail immobilier en cours									
- Crédit-bail immobilier loué									
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Créances en souffrance									
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE									
Biens mobiliers en location simple									
Biens immobiliers en location simple									
Loyers courus à recevoir									
Loyers restructurés									
Loyers impayés									
Loyers en souffrance									
Total									

NEANT

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice*	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov. début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice*	Montant des amortis. sur immo. sorties	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
- Droit au bail	142 412	-131	-	142 281	-	-	-	142 281
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	2 131 990	384 274	-	2 516 264	1 198 488	230 923	-	1 086 853
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES								
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 509 824	-17 784	-	1 492 040	1 011 415	44 075	-	436 550
. Terrain d'exploitation	122 984	-	-	122 984	-	-	-	122 984
. Immeubles d'exploitation, Bureaux	1 386 840	-17 784	-	1 369 056	1 011 415	44 075	-	313 566
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	570 619	49 117	-	619 736	404 017	42 334	-	173 385
. Mobilier de bureau d'exploitation	120 450	7 439	-	127 889	89 712	14 358	-	23 820
. Matériel de bureau d'exploitation	14 292	73	-	14 365	753	12 103	-	1 509
. Matériel informatique	325 488	33 414	-	358 902	203 204	44 039	-	111 660
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	97	9	-	106	56	48	-	1
. Autres matériels d'exploitation	110 292	8 182	-	118 474	110 292	-28 213	-	36 395
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	1 370 397	87 315	-	1 457 711	1 091 203	54 507	-	312 001
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	361 599	11 027	-	372 626	239 967	5 762	-	126 898
. Terrains hors exploitation	25 398	-	-	25 398	-	-	-	25 398
. Immeubles hors exploitation	74 828	-	-	74 828	61 689	1 729	-	11 411
. Mobilier et matériel hors exploitation	55 689	-28	-	55 660	16 119	36 837	-	2 704
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	205 684	11 055	-	216 739	162 159	-32 804	-	87 384
Total	6 086 841	513 818	-	6 600 659	3 945 089	377 601	-	2 277 968

* Les montants négatifs correspondent à des reclassements

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
NEANT							
Total							

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTÉRISTIQUES		Mode de remboursement	MONTANT	dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur Nominale Unitaire	Taux Nominal			Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/10/2022	31/10/2024	100	3,00%		140 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	18/12/2025	100	3,38%		450 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/07/2023	31/07/2024	100	3,56%		600 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/08/2023	01/03/2024	100	3,26%		230 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/02/2024	100	3,15%		500 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/02/2026	100	2,92%		500 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/07/2023	30/04/2024	100	3,42%		360 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/10/2023	01/04/2024	100	3,12%		400 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	22/02/2019	22/06/2025	100	3,31%		500 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	20/09/2024	100	3,21%		450 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/07/2023	31/01/2024	100	3,27%		540 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/04/2022	29/04/2024	100	3,20%		400 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	31/10/2023	31/10/2024	100	3,39%		1 100 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	29/03/2019	29/03/2026	100	2,92%		600 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	30/11/2023	01/03/2024	100	3,08%		400 000			
CERTIFICAT DE DEPOTS	30/11/2023	31/05/2024	100	3,16%		800 000			
TOTAL						7 970 000			

PROVISIONS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams					
PROVISIONS	Encours 31/12/2022	Dotations	Reprise	Autres variations	Encours 31/12/2023
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	8 254 429	1 516 420	1 825 295	-2 004	7 947 553
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (y compris FP*)	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle (y compris FP*)	8 091 953	1 509 773	1 825 088	-2 004	7 778 641
Titres de placement (y compris Certificats de Sukuk)	571	-	207	-	360
Titres de participation et emplois assimilés	161 905	6 648	-	-	168 552
Dépôts d'investissements et Wakala Bil Istithmar placés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Immobilisations en Ijara	-	-	-	-	-
Autres Actifs	-	-	-	-	-
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	1 367 694	516 369	228 166	-	1 655 897
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	262 514	110 123	65 919	-	306 718
Provisions pour risques sur créances sensibles	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	671 071	339 870	145 103	-	865 837
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (y compris provision pour risques sur Moudaraba)	434 110	66 377	17 143	-	483 342
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	9 622 123	2 032 789	2 053 461	-2 004	9 603 450

* Finance participative

DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams										
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaletur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)	Montant N (en contrevaletur KDH)	Montant N-1 (en contrevaletur KDH)
MAD	130 000		4,77 % (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	130 000	158 800	-	-
MAD	238 200		4,77 % (taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	431 800		3,51 % (Taux révisable)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	749 500		4 % (Taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	-	-	-	-
MAD	50 500		4 % (Taux fixe)	10 ans	Le remboursement par anticipation est possible à partir de la 5 ^{ème} année, seulement à l'initiative de l'emprunteur et sous réserve de l'accord de BAM	-	6 500	6 500	-	-
Total	1 600 000						136 500	165 300		

(2) éventuellement indéterminée

(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2023

Rubrique	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNÉS	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Titres à livrer	-	350 000
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	-	350 000
- Autres	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Titres à recevoir	-	626 900
- Marché primaire	-	-
- Marché gris	-	-
- Marchés réglementés	-	-
- Marché gré à gré	-	626 900
- Autres	-	-

SUBVENTIONS FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams					
Réseau	Objet économique	Montant global	Montant à fin 2022	Utilisation 2023	Montant à fin 2023
Subventions					
Fonds publics affectés			NÉANT		
Fonds spéciaux de garantie					

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams		
TITRES	Opérations de couverture	
	31/12/2023	31/12/2022
Opérations de change à terme	5 381 230	8 270 285
Devises à recevoir	1 124 278	2 810 153
Dirhams à livrer	860 421	2 332 283
Devises à livrer	1 821 540	1 752 969
Dirhams à recevoir	1 574 992	1 374 879
- Dont swaps financiers de devises	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	21 277
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	21 277
TOTAL	5 381 230	8 291 562

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams				
Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
7	26 770 304	16 542 219	6 368 385	491 772

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams						
	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4 509 134	1 256 607	1 708 035	2 060 105	-	9 533 881
Créances sur la clientèle	17 544 457	6 138 730	6 060 454	20 070 165	18 718 106	68 531 912
Titres de créances	189 999	349 959	1 228 763	4 298 548	770 657	6 837 926
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
IJARA	-	-	-	-	-	-
Total Actif	22 243 590	7 745 296	8 997 252	26 428 818	19 488 763	84 903 719
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 550 063	2 382 311	245 482	310 046	298 785	6 786 687
Dettes envers la clientèle	927 612	1 127 504	1 589 499	179 368	-	3 823 983
Titres de créances émis	540 000	1 130 000	4 250 000	2 050 000	-	7 970 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	1 600 000	-	1 600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-	-	-	-	-
Total Passif	5 017 675	4 639 815	6 084 981	4 139 414	298 785	20 180 670

MARGE D'INTÉRÊT DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams			
INTÉRÊTS	Montant 31/12/2023	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2022
INTÉRÊTS PERÇUS	4 167 635	-	3 669 519
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	180 862	-	110 184
Dont Intérêts sur créances subordonnées	-	-	-
INTÉRÊTS VERSÉS	903 945	-	615 594
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées	180 576	-	110 005
Dont Intérêts sur dettes subordonnées	64 552	-	89 654

En milliers de Dirhams			
COMMISSIONS	Montant 31/12/2023	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2022
COMMISSIONS PERÇUES	811 960	-	766 763
Commissions sur engagements de financement donnés	104 256	-	102 737
Commissions sur engagements de garantie donnés	9 626	-	9 486
COMMISSIONS VERSÉES	92 532	-	75 149
Commissions sur engagements de financement reçus	489	-	1 943
Commissions sur engagements de garantie reçus	1 173	-	5 805

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature reçus	Montants des créances ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	226 938	-	-
Hypothèques	45 660 681	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	126 210 218	-	-
TOTAL	172 097 837	-	-

En milliers de Dirhams			
VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature donnés	Montants des dettes ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Certificats de Sukuk	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	N É A N T	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-	-	-

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams	
CATÉGORIE DES TITRES	PRODUITS PERÇUS
Titres de placement	-
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	219 278
Emplois assimilés	87
TOTAL	219 366

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PAR PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Activité bancaire	4 823 096	1 891 989	1 778 348
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	4 823 096	1 891 989	1 778 348

En milliers de Dirhams			
Pôle d'activité	Produit Net Bancaire	Résultat courant	Résultat avant impôt
- Maroc	4 823 096	1 891 989	1 778 348
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	4 823 096	1 891 989	1 778 348

COMMISSIONS DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams	
COMMISSIONS	Montant
COMMISSIONS PERÇUES :	811 959
sur opérations avec les établissements de crédit	-
sur opérations avec la clientèle	243 739
sur opérations de change	81 414
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	14 712
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	33 362
sur moyens de paiement	322 135
sur activités de conseil et d'assistance	4 078
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	112 520
COMMISSIONS VERSÉES	92 532
sur opérations avec les établissements de crédit	-
sur opérations avec la clientèle	-
sur opérations de change	3 694
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
sur produits dérivés	-
opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
sur moyens de paiement	83 468
sur activités de conseil et d'assistance	-
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	5 370

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams				
NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	158 735	610 590	611 971	157 353
B. TVA à récupérer	96 398	256 793	246 629	106 561
. Sur charges	60 063	172 686	157 803	74 945
. Sur immobilisations	36 334	84 106	88 826	31 614
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	62 337	353 797	365 342	50 792

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams	
PRODUITS ET CHARGES	Montant
PRODUITS	980 708
Gains sur les titres de transaction	120 910
Plus value de cession sur titres de placement	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-
Gains sur les produits dérivés	2 005
Gains sur les opérations de change	857 793
CHARGES	324 489
Pertes sur les titres de transaction	36 908
Moins value de cession sur titres de placement	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-
Pertes sur les produits dérivés	658
Pertes sur opérations de change	286 923
RÉSULTAT	656 219

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams	
CHARGES	Montant
CHARGES DE PERSONNEL	1 100 992
IMPÔTS ET TAXES	47 115
CHARGES EXTERNES	840 941
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	15 309
Dotations aux amortiss. et aux provisions des immob. incorporelles et corporelles	377 715

AUTRES PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams	
Produits et charges	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	1 063 143
Autres charges bancaires	566 877
Produits et charges d'exploitation non bancaire	
Produits d'exploitation non bancaire	142 215
Charges d'exploitation non bancaire	65 282
Autres charges	
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 690 616
Autres produits	
Reprises de provisions et recuperations sur créances amorties	2 064 648
Produits et charges non courants	
Produits non courants	88 054
Charges non courantes	201 695

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams	
I. Détermination du résultat	Montant
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 891 989
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	787 309
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	813 025
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	1 866 273
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	704 518
. Résultat courant après impôts (-)	1 161 755

II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques
 La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES est soumise à l'IS selon le régime de droit commun, avec un taux d'imposition de 37,75 %.

DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2023

En milliers de Dirhams	
I - DATATION	
. Date de clôture ⁽¹⁾	31/12/2023
. Date d'établissement des états de synthèse ⁽²⁾	20/03/2024
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement de délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	

II - Évènement nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachable à cet exercice et connus avant la 1^{re} communication externe des états de synthèse

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

En milliers de Dirhams		
31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
5 937 364	5 580 757	6 920 852

EFFECTIF AU 31/12/2023

En nombre		
	31/12/2023	31/12/2022
Effectifs rémunérés	2 911	3 077
Effectifs utilisés	2 911	3 077
Effectifs équivalent plein temps	2 841	3 003
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	1 223	1 196
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1 618	1 807
Cadres (équivalent plein temps)	1 858	1 958
Employés (équivalent plein temps)	983	1 045
dont effectifs employés à l'étranger	1	-

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

En nombre		
COMPTES DE LA CLIENTÈLE	31/12/2023	31/12/2022
Comptes courants	33 785	34 367
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	18 479	19 896
Autres comptes chèques	447 874	448 337
Comptes d'affacturage	53	34
Comptes dépôts d'investissement	-	-
Comptes d'épargne	320 793	367 399
Comptes à terme	1 854	296
Bons de caisse	269	1 874
Autres comptes de dépôts	-	-

RÉSEAU AU 31/12/2023

En nombre		
RÉSEAU	31/12/2023	31/12/2022
Guichets permanents	324	373
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	508	495
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	-	-

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de Dirhams			
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	13 152 665	12 470 807	11 791 216
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1. Produit net bancaire	4 823 096	4 420 747	4 357 551
2. Résultat avant impôts	1 778 348	1 476 875	1 222 509
3. Impôts sur les résultats	686 490	448 784	365 406
4. Bénéfices distribués	-	410 000	348 500
5. Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	1 091 858	618 091	508 603
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	53	50	42
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	20	17
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	867 229	1 130 349	1 133 797
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2 911	3 077	3 321

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31/12/2023

ENGAGEMENTS	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	24 357 352	20 624 498
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8 228 241	6 367 026
Crédits documentaires import	3 362 429	2 314 949
Acceptation ou engagements de payer	-	-
Ouverture de crédit confirmés	4 831 982	4 027 317
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	29 963	20 892
Autres engagements de financement donnés	3 868	3 868
Engagement de garantie d'ordre d'établissement de crédit et assimilés	3 805 796	3 832 968
Crédits documentaires export confirmés	123 864	73 276
Acceptation ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits donnés	1 181 619	1 122 336
Autres cautions, avals et garanties donnés	2 500 312	2 637 356
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	12 323 315	10 553 524
Garanties de crédits donnés	1 647 948	1 011 394
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	8 558 176	7 157 322
Autres cautions et garanties donnés	2 117 190	2 384 808
Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	14 269 095	14 146 577
Engagements de financement reçus d'établissements de crédits et assimilés	-	-
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédits et assimilés	6 288 316	7 097 020
Garanties de crédits	2 209 691	2 323 319
Autres garanties reçues	4 078 626	4 773 700
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organisme de garantie divers	7 980 779	7 049 557
Garanties de crédits	7 980 779	7 049 557
Autres garanties reçues	-	-

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 31/12/2023

BILAN	en milliers de DH	
	31/12/2023	31/12/2022
ACTIF	7 250 372	7 473 989
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	46 755	55 292
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	3 291 096	2 338 995
Créances sur la clientèle	3 405 225	4 466 726
Titres de transaction et de placement et invest	491 786	529 941
Autres actifs	10 417	77 661
Titres de participation et emplois assimilés	5 093	5 374
Créances subordonnées	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
PASSIF	7 095 359	8 376 017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 373 198	5 219 719
Dépôts de la clientèle	2 663 244	2 973 032
Titres de créance émis	-	-
Autres passifs	58 917	183 266
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
HORS BILAN	19 219 197	18 042 970
Engagements donnés	12 379 098	9 803 925
Engagements reçus	6 840 099	8 239 045

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2023

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Titres dont l'établissement est dépositaire	17 765	17 236	112 094 955	114 043 762
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	40	38	33 529 691	30 424 085
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	12	13	13 928 237	12 062 011
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	5	5	1 726 152	1 592 849
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Montants	En Dirhams	
	Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés		
Projet de l'AGO du 30/05/2023		
Report à nouveau	-	Réserve légale
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes
Résultat net de l'exercice	1 028 090 797	Autres affectations
Prélèvements sur les bénéfices	-	
Autres prélèvements	-	
TOTAL A	1 028 090 797	TOTAL B
		1 028 090 797

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2023

Nom des principaux actionnaires ou associés	N° IF	N° CIN	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
				Exercice précédent	Exercice actuel	
SG FRANCE	552120222	29, Bd Haussman 75009 Paris France		11 802 223	11 823 256	58%
DEVECO-SOUSS	6928071	153, Bd de la Gironde - Casablanca		5 644 794	5 644 794	28%
DIVERS AUTRES ACTIONNAIRES		55, Bd Abdelmoumen - Casablanca		1 023 868	708 828	3%
PATRIMOINE GESTION ET PLACEMENTS	11085200	78, Rue d'Alger - Casablanca		661 764	661 764	3%
HAKAM ABDELLATIF FINANCE	3331405	C/Hakam Frères Avenue Hassan II Route de Casa Rabat		265 349	473 480	2%
FINAM	2221142	C/Ets Hakam Frères Av. Hassan II Route de Casa Rabat Rabat Y El Mansour		239 416	239 416	1%
MAD INVEST	46009	C/Hakam Frères Avenue Hassan II Route de Casa Rabat Rabat Y El Mansour		239 379	219 379	1%
MEKOUAR MOUNA		55, Av. Victor Hugo - 75116 Paris - France		-	151 682	1%
MEKOUAR AZIZA		6, Allée des Noisetiers Anfa - 20170 Casablanca		-	121 434	1%
MEKOUAR MALIKA		5, rue Abdelaziz Ben Driss Oasis - Casablanca		-	121 434	1%
CHEDDADI NAIMA EP MEKOUAR	B430452	BP 13321 - Casablanca		341 535	106 366	1%
MEKOUAR MOHAMMED CHAKIB	BE69823	Icoma Bd Hassan II - Mohammedia		106 256	106 256	1%
ZAK FINANCE	1622659	16-18, Rue Soldat Raphael Mariscal - Casablanca		68 406	68 406	0%
SOCIÉTÉ BISMILLAH HOLDING	3331491	C/Hakam Av. Hassan II - Route de Casa Rabat		107 010	53 505	0%
TOTAL				20 500 000	20 500 000	100,00%

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023



7, Boulevard Driss Slaoui
20160 Casablanca
Maroc



Lot 57 Tour CFC - Casa Anfa
20220 Hay Hassani Casablanca
Maroc

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES (SGMB)
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Société Générale Marocaine des Banques (SGMB) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 14 787 266 KMAD, dont un bénéfice net de 1 091 858 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société Générale Marocaine des Banques (SGMB) arrêtés au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Casablanca, le 28 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes

Fidaroc Grant Thornton



Ghali GUESSOUS
Associé

PwC Maroc



Mohamed RQIBATE
Associé

RÉSULTATS FINANCIERS DE DAR AL AMANE AU 31/12/2023

ACTIF ET PASSIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE AU 31/12/2023

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	312 241	304 095
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 867	9 381
3. Créances sur la clientèle	3 751 536	3 334 783
. Créances sur Mourabaha	3 739 212	3 326 653
. Créances sur Salam	-	-
. Créances sur autres financements participatifs	-	-
. Autres créances sur la clientèle	12 325	8 130
4. Titres de transaction et de placement	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
5. Biens acquis dans le cadre de financements participatifs	5 637	7 970
6. Immobilisations données en Ijara	-	-
7. Titres d'investissement titres de participation et emplois divers	-	-
. dont Certificats de Sukuk	-	-
. dont Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
8. Dépôts d'investissement placés et Wakala Bil Istismar Placés	-	-
9. Autres actifs	45 087	24 110
TOTAL DE L'ACTIF	4 116 369	3 680 340

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 763 489	1 632 635
. Dettes sur Mourabaha	-	-
. Dettes sur Salam	-	-
. Dettes sur autres financements participatifs	-	-
. Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	1 763 489	1 632 635
3. Dépôts de la clientèle	696 386	523 767
. Comptes à vue créditeurs	596 435	486 630
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	99 951	37 138
4. Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	3 487	4 399
5. Autres passifs	1 142 220	1 046 189
6. Provisions pour risques et charges	-	-
7. Dépôts d'investissement reçus et Wakala Bil Istismar reçus	213 233	201 410
8. Dotation en Capital	260 000	260 000
9. Report à nouveau (+/-)	-	-18 986
10. Résultat net de l'exercice (+/-)	37 555	30 925
TOTAL DU PASSIF	4 116 369	3 680 340

HORS BILAN AU 31/12/2023

HORS BILAN	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNÉS	29 963	20 892
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	29 963	20 892
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	9 202	3 640
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	9 202	3 640
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	123 898 237	106 805 248
1. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	-	-
2. Rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	117 469	102 180
3. Produits sur titres de propriété ⁽¹⁾ et certificats de Sukuks	-	-
4. Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
5. Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
6. Commissions sur prestations de service	6 183	4 481
7. Autres produits bancaires	204	109
8. Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	42	35
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9 294	8 356
9. Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	3	38
10. Charges sur opérations avec la clientèle	-	-
11. Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
12. Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
13. Autres charges bancaires	4 976	4 203
14. Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istismar reçus	4 315	4 115
III. PRODUIT NET BANCAIRE	114 604	98 449
15. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
16. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	51 305	48 234
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	11 892	1 569
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	8 921	861
VII. RÉSULTAT COURANT	60 329	49 507
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	60 329	49 507
17. Impôts théoriques ⁽²⁾	22 774	18 582
IX. RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS	37 555	30 925

(-) signifie moins

(+) signifie plus

(1) Autres que Moucharaka et Moudaraba

(2) Le calcul de l'IS réel est compris dans la charge d'impôt de Société Générale Maroc.

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

DETTES	En milliers de Dirhams				
	Secteur public	Secteur privé		Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières		
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	876	2 611	3 487
- Salam	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	876	2 611	3 487

DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS REÇUS DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

DÉPÔT D'INVESTISSEMENTS	En milliers de Dirhams					
	Encours 31/12/2022	Affectation des résultats	Dépôts collectés	Dépôts restitués	Autres variations	Encours 31/12/2023
Dépôts d'investissement reçus	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	200 671	-	301 079	289 052	-	212 699
Réserve de péréquation des profits	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Réserves pour risques d'investissements	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Rémunération distribuée aux titulaires de comptes	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Report sur dépôts d'investissement	-	-	-	-	-	-
- Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
- Clientèle	-	-	-	-	-	-
Résultats en instance d'affectation (+/-)	738	-738	-	-	534	534
TOTAL	201 410	-738	301 079	289 052	534	213 233

TABLEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions ou transfert au cours de l'exercice	Montant des cessions au cours de l'exercice		Montant brut à la fin de l'exercice	Provisions				Montant net à la fin de l'exercice	
			Exploitation bancaire	Exploitation non bancaire		Montant des provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des reprises sur biens sortis	Montant des reprises sur biens en stocks		Cumul à la fin de l'exercice
Bien acquis - Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Mourabaha pour donneur d'ordre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens mobiliers	-	102 502	102 502	-	-	-	-	-	-	-	-
- Biens immobiliers	7 970	694 232	696 565	-	5 637	-	-	-	-	-	5 637
Bien acquis - Salam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bien acquis - Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	7 970	796 734	799 067	-	5 637	-	-	-	-	-	5 637

TABLEAU DE VARIATION DE LA MARGE CONSTATÉE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

BIENS	Montant brut au début de l'exercice	Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part reprise en compte du résultat Marges sur opérations de l'exercice	Quote-part constaté en rémunération réservée	Quote-part de marge abandonnées	Montant brut à la fin de l'exercice	En milliers de Dirhams	
							Encours des créances Mourabaha	
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	-	-	-	-	-	-
MARGES CONSTATÉES D'AVANCE - MOURABAHA AVEC LA CLIENTÈLE	-	-	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donner d'ordre	859 229	222 142	124 111	2 683	4 748	943 799	3 745 157	
TOTAL	859 229	222 142	124 111	2 683	4 748	943 799	3 745 157	

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES IFRS

En application des normes et principes de l'IASB (International Accounting Standards Board), le groupe Société Générale Maroc a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) applicable à cette date.

1. CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation :

Entrent dans le périmètre de consolidation les entités contrôlées (Contrôle exclusif ou conjoint) ou sous influence notable. Il n'est pas fixé de seuils chiffrés d'exclusion dans les normes, l'appréciation de la matérialité doit se faire conformément aux normes IFRS.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon les normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Ainsi, l'information est significative si son omission ou son inexactitude peut influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers. L'importance relative dépend de la taille de l'élément ou de l'erreur, jugée dans les circonstances particulières de son omission ou de son inexactitude.

Exclusion du périmètre :

Deux cas d'exception existent :

- la détention en vue de revente ultérieure à un horizon maximum fixé à 12 mois,
- l'existence de restrictions sévères et durables qui limitent la capacité à transférer des fonds à l'investisseur,
- le caractère significatif.

Regroupements d'entreprises :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas effectué de regroupement courant 2008.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le Groupe a décidé de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 31/12/06.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques applique un ensemble de seuils pour inclure certaines entités dans le périmètre de consolidation :

Filiales intégrées globalement : Pour être intégrée globalement, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- Le groupe société générale du Maroc détient le pouvoir sur l'entité (capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité) ;
- Droits de contrôle > 40 % ;
- Total bilan > 0,1 % de celui de l'activité agrégée du groupe Société Générale Marocaine de Banques.

Filiales mises en équivalence : Pour être mise en équivalence, une entité doit satisfaire aux critères suivants :

- Le groupe société générale du Maroc n'a pas la capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité ;
- Droit de contrôle compris entre 15 % et 40 % ;
- Part dans la situation nette > 0,5 % des capitaux propres de l'activité agrégée ;
- Total bilan > 0,1 % de celui de l'activité agrégée.

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques ne dispose pas d'entité ad hoc.

2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un actif matériel contrôlé et possédé pour la fourniture de services ou pour les tâches administratives propres à la banque. En plus de la nature de la dépense qui reste déterminante pour son passage en immobilisation (au lieu de charge), il y a lieu de tenir compte de la possibilité d'inventorier le bien en question et ce durant toute sa durée d'existence à l'actif de la banque.

Évaluation initiale :

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour au coût d'acquisition qui se compose du prix d'achat, les droits de douane et autres impôts et taxes non récupérables, les réductions commerciales obtenues, des taxes légalement récupérables, les frais de transports, les frais de transit, les frais d'assurance, les charges d'installation qui sont nécessaires à la mise en état d'utilisation du bien en question...

Sont exclus du coût d'acquisition les droits de mutation, les honoraires et commissions et les frais d'actes.

Évaluation postérieure :

Modèle du coût :

Après sa comptabilisation initiale, un actif corporel est comptabilisé à son coût (ou valeur initiale) après diminution du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur éventuelles.

Amortissement :

Approches par composants : chaque composant d'une immobilisation dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation doit être amorti séparément.

Base amortissable : coût d'un actif diminué de sa valeur résiduelle.

Valeur résiduelle : le montant estimé qu'une entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Durée d'amortissement (durée d'utilité) : c'est soit la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif, soit le nombre d'unités de production ou d'unités similaires que l'entité s'attend à obtenir de l'actif. Le mode d'amortissement utilisé par le groupe Société Générale Marocaine est le linéaire.

Options retenues :

Les options retenues portent principalement sur l'adoption de l'approche par composants, le changement au niveau de la durée d'amortissement, et l'adoption du coût amorti.

Modèle d'évaluation :

Le Groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la réévaluation périodique de ses immeubles d'exploitations.

Valeur résiduelle :

Les normes préconisent la prise en compte d'une valeur résiduelle pour chaque immobilisation.

Le montant amortissable de l'actif est son coût diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle des différentes immobilisations est considérée comme nulle.

Frais d'acquisition :

Les frais d'acquisition des immobilisations comprennent exclusivement :

- les droits de mutation (droits d'enregistrement, de conservation foncière...),
- les honoraires ou commissions hors les honoraires d'architecte,
- les frais d'actes.

À l'exclusion des frais de transport, d'installation et de montage ainsi que les honoraires d'architecte qui sont compris dans la valeur d'entrée des immobilisations concernées.

Pour la période précédente à 2012, les frais d'acquisition sont forfaitairement inclus dans le coût des immobilisations corporelles concernées (terrains et constructions) sur la base le cas échéant, d'une statistique. D'autres frais tels que les honoraires et les droits de mutation sont incorporés dans le coût des immobilisations.

À partir de 2012, les frais d'acquisition sont constatés au réel à la suite de l'inventaire physique des immobilisations SGMA, et intégrés à la valeur brute des immeubles et terrains, subissant ainsi l'amortissement du bien auquel ils sont rattachés.

Coût d'emprunt :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'a pas opté pour la capitalisation des coûts d'emprunt étant donné qu'aucun emprunt n'est adossé à l'acquisition d'une immobilisation.

Approche par composants :

La méthode de reconstitution du coût historique, à partir des factures, a été adoptée pour l'application de l'approche par composants, d'où :

- Affectation du coût historique par composant, s'il y a lieu.
- Distinction entre part terrain et construction.
- Calcul des amortissements en tenant compte des durées et taux d'amortissements retenus pour l'application des normes.
- Retraitement par les capitaux propres du différentiel d'amortissements.

Compte tenu de la nature de l'activité du groupe Société Générale Marocaine de Banques, l'approche par composants s'applique essentiellement aux immeubles. Les principaux composants sont :

Principaux composants	Durée d'utilité (annuelle)	Durée sociale (annuelle)
Gros œuvre	50	25
Agencements	15	10
Ascenseurs	20	10
Façade	30	10
Installations techniques (climatisation)	12	10
Installations techniques (électricité)	25	10
Installations techniques (groupes électrogène)	30	10
Installations techniques (GTB)	15	10
Installations techniques (autres)	15	10

3. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Un bien immobilier détenu par le propriétaire (ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en tirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux.

Options retenues :

Aucun actif ne satisfait aux conditions de classifications en immeuble de placement. Les immobilisations hors exploitations telles que : les centres de vacances et loisirs, les logements de fonction... font parties des immobilisations corporelles.

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable et sans substance physique, détenu en vue de son utilisation pour la production de biens et services, pour une location à des tiers ou à des fins administratives.

Immobilisations incorporelles générées en interne :

Un goodwill généré en interne ne peut jamais être reconnu en tant qu'actif.

Le processus de production d'une immobilisation incorporelle comporte deux phases :

- **la recherche :** les dépenses sont passées en charge.
- **le développement :** les dépenses doivent être capitalisées lorsque certains critères sont réunis :
 - La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement
 - L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle en vue de son utilisation ou de sa vente
 - Sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle

- La façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables (existence d'un marché ou l'utilité en interne)
- La disponibilité des ressources nécessaires à l'achèvement
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Si l'entité ne peut pas distinguer la phase de développement de la phase de recherche, tous les coûts passent en charges.

Évaluation postérieure :

Modèles d'évaluation :

À l'instar des immobilisations corporelles, deux modèles d'évaluation peuvent être appliqués :

Modèle du coût :

Comptabilisation au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Modèle de la réévaluation :

Comptabilisation pour le montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs ultérieures. Ce modèle ne peut être retenu que si les conditions suivantes sont réunies :

- Juste valeur déterminée par référence à un marché actif
- Les réévaluations régulières
- Tous les actifs d'une même catégorie doivent être réévalués sauf s'il n'existe pas de marché actif.

Amortissement :

Mode d'amortissement :

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques de l'actif. Le mode linéaire doit être utilisé si un autre rythme ne peut être déterminé de façon fiable.

Une immobilisation à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie.

Une immobilisation à durée d'utilité finie doit être amortie sur cette dernière.

La durée et le mode d'amortissement doivent être réexaminés au minimum à la clôture de chaque exercice.

Pertes de valeur :

Un test de dépréciation doit être pratiqué à chaque fois qu'un indicateur de perte de valeur est identifié et à chaque clôture d'exercice pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée.

Options retenues :

Les immobilisations incorporelles du groupe Société Générale Marocaine de Banques sont évaluées à leur coût amorti.

Le taux d'amortissement retenu est celui appliqué en social.

La valeur résiduelle est estimée comme nulle.

Les dépenses engagées dans le cadre des projets informatiques sont traitées dans les comptes sociaux selon deux :

- Phase de recherche : les dépenses sont considérées comme charges
- Phase de développement : les dépenses sont immobilisées.

5. CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 « contrats de location » remplace la norme IAS 17 à compter du 1^{er} Janvier 2019. Elle modifie la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers du preneur, avec des incidences très limitées pour les bailleurs.

PRINCIPES COMPTABLES DE LA NORME IFRS 16

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Options retenues

MODALITÉS DE TRANSITION

Pour la première application de la norme IFRS16, le Groupe Société Générale Maroc a choisi de mettre en œuvre l'approche rétrospective modifiée par la norme.

Au 1^{er} janvier 2019, le montant de la dette locative sur les contrats en cours est calculé en actualisant les loyers résiduels avec les taux en vigueur à cette date en tenant compte de la durée résiduelle estimées des contrats. Les droits d'utilisation correspondants sont constatés au bilan pour un montant égal à celui de la dette locative. La première application de la norme IFRS 16 est donc sans incidence sur le montant des capitaux propres au 1^{er} janvier 2019.

EXEMPTIONS

- Contrats de location à courte durée (inférieurs à 1 an),
- Contrats de location des biens de faible valeur.

DURÉE

- La durée retenue généralement pour les baux commerciaux est de 9 ans ;
- La durée retenue pour les contrats LLD est la durée contractuelle.

TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation appliqué pour l'évaluation de la dette locative pour les contrats de location est le taux de refinancement sur le marché financier.

Comptabilisation chez le preneur :

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêt de la dette.

Comptabilisation chez le bailleur :

Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à

l'investissement net dans le contrat de location.

Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.

La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location.

Les entités exerçant l'activité du crédit-bail au niveau du Groupe sont Sogelease et Eqdom.

Le traitement comptable appliqué par le groupe Société Générale Marocaine de Banques dans le cadre de la consolidation est conforme aux IFRS.

6. CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS9

À compter du 1^{er} janvier 2018, le groupe Société Générale Marocaine des banques applique la norme IFRS 9 qui définit, en remplacement de la norme IAS 39, de nouvelles règles de classement, d'évaluation des actifs et passifs financiers et une nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers et de provisionnement des engagements de financement et de garantie.

Les différences d'évaluation des actifs et passifs financiers résultant de la première application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 sont comptabilisées directement dans les capitaux propres à cette date.

6.1 CLASSEMENT DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS SOUS IFRS 9

La norme IFRS 9 prévoit 3 catégories d'actifs :

- Coût amorti : Le coût amorti par définition ne peut s'appliquer qu'aux instruments de dettes (prêts, créances et titres de dettes) que l'entreprise a l'intention de conserver jusqu'à son échéance permettant une stabilité du résultat.
- Juste valeur par résultat
- Juste valeur par capitaux propres OCI
- Instruments dettes en juste valeur par capitaux propres OCI recyclables
- Instruments de capitaux propres en juste valeur par capitaux propres OCI non recyclables sur option irrévocable.

6.1.1 Critères de classement sous IFRS9

La classification IFRS 9 dépend de 2 critères cumulatifs :

■ Caractéristiques du produit (SPPI ou no SPPI) :

La norme IFRS 9 prévoit un test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des instruments de dettes appelé « Test SPPI » afin de s'assurer que les flux de trésorerie du contrat correspondent uniquement à des remboursements du principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Dans le cas contraire, ces actifs devraient être classés en JV Résultat.

■ Le modèle de gestion suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- Held To Collect contractual cash-flows (HTC) : la collecte des flux de trésorerie contractuels
- Held To Collect and Sale (HTC&S) : la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs
- Autre / vente (Held For Sale - HFS) : les autres intentions de gestion

6.1.2 Instruments de capitaux propres

La norme IFRS 9 prévoit deux classements pour les instruments de capitaux propres :

- Juste valeur par résultat
- Juste valeur par capitaux propres OCI non recyclables sur option irrévocable

Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transactions sont affectés par défaut dans la juste valeur par résultats.

L'option de la Juste valeur par capitaux propres OCI peut être appliquée « ligne à ligne » sur les instruments de capitaux propres détenus pour des fins autres que transactions.

6.1.3 Dérivés (hors couverture)

Aucun changement induit par la norme IFRS 9.

6.1.4 Passifs financiers sous IFRS 9

La norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classement des passifs financiers par rapport à IAS39.

Les catégories comptables disponibles :

- Passif financier au coût amorti : Il s'agit du classement par défaut ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat : instruments émis avec intention de « trading » ou instruments non basiques en option irrévocable.

6.2 DÉPRÉCIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS SOUS IFRS 9

IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation basé sur l'estimation des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL) et exige notamment que les entités comptabilisent une dépréciation des actifs financiers dès la date de comptabilisation initiale.

6.2.1 Principaux changements

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation.

- À chaque date de clôture, l'entité doit déterminer si le risque de crédit lié à un instrument financier a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale.

6.2.2 Modèle de dépréciation

Selon ce nouveau modèle de dépréciation, les actifs financiers (y compris les titres de dettes) sont classés en 3 catégories :

- Bucket 1 : Créances saines dont le risque de crédit est faible sans dégradation depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues dans les 12 mois.
- Bucket 2 : Créances dont le risque de crédit s'est détérioré de manière significative depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation est évaluée au montant des pertes attendues sur toute la durée de vie des créances.
- Bucket 3 : l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.

Les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur à la date de clôture par résultat ou Juste valeur par capitaux propres OCI sur option irrévocable ligne à ligne.

6.2.3 Méthodologie de classification sur les périmètres Retail

La méthodologie de classification sur le périmètre Retail est réalisée à la « maille contrat » et se déroule en fonction des critères suivants :

- Pour les impayés de crédits amortissables :
 - Entre 31 et 89 jours de retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 2.
 - Au-delà de 90 jours retard de paiement, l'engagement est classé en Bucket 3.
- Pour les dépassements d'autorisations de découvert :
 - Entre 31 et 89 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 2.
 - Au-delà de 90 jours consécutifs de dépassement d'autorisation ou de débit non autorisé, l'engagement est classé en Bucket 3.
- Pour les restructurés sortis du défaut, l'engagement est classé en Bucket 2 pendant 2 ans.

6.2.4 Méthodologie de classification sur les périmètres Non retail

Tout comme le Retail, la norme IFRS 9.2 introduit la classe « Sensible » (S2) pour les contreparties Non Retail dès lors qu'elles nécessitent une surveillance spécifique au vu de certains facteurs traduisant la détérioration de leur qualité de crédit.

L'évaluation de ce risque de crédit pour les contreparties Non Retail est réalisée à la « maille client » et se base sur plusieurs types de critères permettant de déterminer la Watchlist, base des contreparties sensibles Non Retail.

L'enjeu étant d'identifier rapidement les contreparties Non Retail en situation sensible avant qu'elles ne basculent en défaut et ainsi améliorer le taux de prédictivité du passage en défaut.

Société Générale Maroc se base sur plusieurs critères pour décider du caractère sensible de la contrepartie :

- Un critère qualitatif : qui résulte de la relation commerciale directe avec le client (exemple : baisse significative des revenus, forte dépréciation de la valeur des actifs, dépassements répétés d'une autorisation de crédit, changement significatif de l'actionnariat ou de la direction de l'entreprise).
- Des critères quantitatifs discutés lors de comités des sensibles dont le but est de décider l'entrée/sortie en sensible des contreparties Non Retail.

7. LA JUSTE VALEUR

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal à la date d'évaluation selon les conditions courantes du marché, que ce prix soit directement observable ou estimé en utilisant une autre technique d'évaluation.

IFRS 13 présente une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Données d'entrée de niveau 1

Instruments valorisés par des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (les actions cotées sur un marché actif, les obligations d'Etats ou d'entreprises qui bénéficient de cotations externes directes (cotations brokers/dealers), les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options), les parts de fonds (y compris les OPCVM) dont la valeur liquidative est disponible en date d'arrêté des comptes.)

Données d'entrée de niveau 2

Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Il s'agit d'instruments valorisés à l'aide d'un modèle financier basé sur des paramètres de marché. Cette catégorie comprend également la juste valeur des prêts et créances évalués au coût amorti au bilan et pour lesquels le risque de crédit de la contrepartie fait l'objet d'une cotation sous forme de Crédit Default Swap (CDS)

Données d'entrée de niveau 3

Instruments pour lesquels une part significative des données utilisées pour la valorisation ne sont pas basées sur des données observables de marché (données dites non observables).

Ainsi, les données d'entrée non observables doivent refléter les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses concernant le risque.

Au cours de l'exercice 2023, il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux de juste valeur.

Evolutions normatives IFRS

Depuis le 01/01/2018, les nouvelles dispositions relatives aux dépréciations sont appliquées de manière rétrospective. Les impacts de l'application de la norme IFRS 9 chez le groupe Société Générale Marocaine de Banques au 01/01/2018 ont été comptabilisés en contrepartie réserves.

Application norme NDOD applicable depuis le 01/01/2021. Elle consiste à :

- Mettre automatiquement en défaut en cas d'arriérés de paiement > 90 jours avec possibilité d'application d'un seuil de matérialité.
- Mettre en défaut d'un débiteur lorsqu'il existe une situation d'absence probable de paiement, c'est-à-dire que l'on estime que le débiteur ne sera pas en mesure d'honorer pleinement son obligation. Des critères de mise en défaut peuvent s'appliquer, qu'il y ait ou non des arriérés de paiement par ailleurs.
- Instaurer une période de probation (franchise) de 90 jours. Les conditions de mise en Défaut ne sont plus remplies, l'ensemble des impayés du débiteur a été apuré, le client a repris ses paiements réguliers et il n'y a pas eu d'incident depuis au moins 90 jours.

7. PROVISIONS

7.1 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Évaluation :

La norme IAS 37 retient la même méthode d'évaluation des provisions pour risques et charges que le référentiel comptable marocain. Ainsi le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Critères de constitution d'une PRC :

- L'obligation actuelle envers un tiers.
- La forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- La fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

Options retenues :

Un seuil de 1 MMAD est retenu pour l'analyse des provisions pour risques et charges, l'actualisation est à effectuer si le montant est significatif.

Les provisions à caractères généraux et les provisions réglementées sont annulées.

7.2 IFRIC 21 « TAXES »

Cette interprétation de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » précise les conditions de comptabilisation d'une dette relative à des taxes prélevées par une autorité publique. Une entité doit comptabiliser cette dette uniquement lorsque le fait générateur tel que prévu par la législation se produit. Si l'obligation de payer la taxe naît de la réalisation progressive de l'activité, celle-ci doit être comptabilisée au fur et à mesure sur la même période. Enfin, si l'obligation de payer est générée par l'atteinte d'un certain seuil, le passif lié à cette taxe ne sera enregistré que lorsque le seuil sera atteint.

Les principales taxes qui ont donné lieu à un retraitement des états financiers pour la première application de cette interprétation ont été comptabilisées intégralement en résultat au 1^{er} janvier 2016.

7.3 IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Cette incertitude doit être reflétée dans les comptes consolidés.

Méthode de transition :

Le groupe Société Générale Maroc a opté pour l'approche partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres au bilan d'ouverture sur l'exercice 2019.

8. GOODWILL

Le Goodwill est constitué par l'ensemble des avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être individuellement identifiés et comptabilisés séparément.

Il correspond donc à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.

Après être évalué, il doit être comptabilisé à la date d'acquisition en tant qu'actif.

Lorsque l'acquisition est réalisée par étape, le goodwill doit être calculé à chaque étape, sur la base de la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entreprise à cette date.

Comptabilisation du Goodwill :

- Évaluation Initiale du Goodwill : À la date d'acquisition, le goodwill doit être évalué initialement à son coût. Le coût d'acquisition et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs éventuels identifiables.
- Évaluation Ulérieure du Goodwill : Après la comptabilisation initiale, le coût est ajusté du cumul des pertes de valeur, le cas échéant, constatées lors des tests de dépréciation effectués annuellement ou en réponse à des indices pouvant remettre en question sa valeur comptabilisée.
- Écart d'Acquisition : Si la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise dépasse le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Options retenues :

Tests Réguliers de Dépréciation des Goodwill :

Il est impératif d'effectuer des tests de dépréciation réguliers pour garantir que la valeur comptable des Goodwill demeure inférieure à leur valeur recouvrable. En cas de constatation d'une valeur recouvrable inférieure, une dépréciation doit être enregistrée.

Définition des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

Les Unités Génératrices de Trésorerie sont définies comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs opérant selon un modèle économique distinct.

Valeur Recouvrable et Tests de Dépréciation (Norme IAS 36) :

La valeur recouvrable, déterminée comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des frais de cession, intervient dans les tests de dépréciation selon la norme comptable IAS 36. Si le test révèle une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation équivalente à la différence entre ces deux valeurs doit être constatée.

Le test de dépréciation réalisée au 31/12/2023 ne nécessite pas de dépréciation des goodwill.

9. AVANTAGES AU PERSONNEL

La norme IAS 19 identifie 4 catégories d'avantage du personnel :

- Avantages à court terme, tels que les salaires, les rémunérations, les cotisations de sécurité sociale, les congés payés, les congés maladie, l'intéressement et les primes (s'ils sont payables dans les 12 mois suivants la fin de l'exercice) et les avantages non monétaires (tel que l'assistance médicale, le logement, les voitures et les biens ou services gratuits ou subventionnés) accordés au personnel en activité ;
- Avantages postérieurs à l'emploi tels que les pensions de retraite et autres prestations postérieures à l'emploi, l'assurance-vie postérieure à l'emploi et l'assistance médicale postérieure à l'emploi ;
- Avantages à long terme comprenant les congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, jubilés ou autres avantages liés à l'ancienneté, indemnité d'incapacité de longue durée et, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la fin de l'exercice, l'intéressement, les primes et rémunérations différées.
- Indemnités de fin de contrat de travail.

Régimes à cotisations définies :

Dans les régimes à cotisations définies, l'employeur paye des cotisations fixes à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pour l'exercice et les exercices antérieurs. La norme impose à l'entité de comptabiliser les cotisations versées au régime à contributions définies lorsque le membre du personnel a rendu des services en échange de ces cotisations.

Régimes à prestations définies :

Les régimes à prestations définies peuvent être non financés, ou partiellement ou intégralement financés. La norme impose à l'entité :

- De comptabiliser non seulement son obligation juridique mais aussi toute obligation implicite générée par les pratiques passées de l'entité.
- De déterminer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes avec une régularité suffisante pour que les montants comptabilisés dans les états financiers ne diffèrent pas de façon significative des montants qui auraient été déterminés à la date de clôture.
- D'utiliser la méthode des unités de crédit projetées pour évaluer ses obligations et ses coûts.
- D'affecter les droits à prestations aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations du régime.
- D'utiliser des hypothèses actuarielles objectives et mutuellement compatibles concernant les variables démographiques et financières.
- De déterminer le taux d'actualisation par référence à un taux du marché à la date de clôture basé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.
- De déduire la juste valeur des éventuels actifs du régime montant comptable de l'obligation.

Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » :

Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » rendent obligatoire l'enregistrement en Gains et Pertes comptabilisés directement en capitaux propres des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, sans qu'ils puissent être reclassés ultérieurement en résultat. Par ailleurs, en cas de modification de plan, ces amendements entraînent la comptabilisation immédiate en résultat du coût des services passés, que les droits soient acquis ou non. L'application de ces amendements est rétrospective et leur incidence sur les exercices précédents a été enregistrée dans les capitaux propres.

Options retenues :

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, le groupe n'applique plus la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements et reconnaît au bilan l'intégralité des réévaluations des régimes post emploi à prestations définies.

Par ailleurs, et conformément à l'option prévue dans IFRS 1, les réestimations des écarts actuariels à la date de transition ont été comptabilisées directement en capitaux propres, sans possibilité de recyclage en résultat.

AVANTAGES AU PERSONNEL	31/12/2022	31/12/2023	Taux d'actualisation
Indemnités Fin de Carrière	196 147	180 058	4,11 %
Avantages Post Emploi	28 178	24 711	4,66 %
Prime de fidélisation	184 052	172 236	3,98 %
Total	408 377	377 005	

10. DÉRIVÉS

Change à termes

Les opérations de change sont enregistrées dans le bilan à la date de l'engagement et non plus dans le hors bilan, même si la juste valeur à l'initiation est nulle pour la quasi-totalité des contrats (juste valeur nulle pour des contrats fermes initiés à des conditions de marché).

Les opérations de change spot donnent lieu à comptabilisation directement au bilan avec réévaluation comme pour le cas des normes marocaines.

Toutes les opérations de change à terme sont suivies en valeur de marché.

Options retenues :

Le groupe Société Générale Marocaine de Banques n'effectue pas d'opérations de couverture.

L'ensemble des opérations de change réalisées est classé en instruments en juste valeur par résultat.

11. IMPÔTS DIFFÉRÉS

L'impôt différé gomme les distorsions pouvant exister entre :

- les valeurs bilantielles comptables et les valeurs bilantielles fiscales ;
- le résultat social et le résultat fiscal ;
- le résultat social et le résultat consolidé.

L'impôt recalculé représente finalement le résultat courant et le résultat différé.

L'impôt recalculé représente finalement le résultat courant et le résultat différé.

Un impôt différé passif doit être pris en compte pour toutes les différences temporelles imposables puisqu'il s'agit d'une dette future d'impôt.

Les impôts différés actifs, qu'ils soient liés à des différences temporaires déductibles ou à des pertes fiscales reportables, ne sont pris en compte que si leur récupération est probable.

L'actualisation est interdite

Les actifs et les passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasiment adoptés à la clôture.

12. PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 17 « CONTRAT D'ASSURANCE » ET DE LA NORME IFRS 9 « INSTRUMENTS FINANCIERS » PAR LA FILIALE D'ASSURANCE

Norme IFRS 17 :

La norme IFRS 17 a été publiée le 18 mai 2017 et modifiée par les amendements du 25 juin 2020 et du 9 décembre 2021 et remplace la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance ».

Les principaux impacts de l'application de la norme IFRS 17 concernent :

- L'évaluation des contrats d'assurance principalement matérialisée au passif du bilan : leur valeur est mise à jour à chaque arrêté sur la base d'une réestimation des flux futurs de trésorerie rattachés à leur exécution. Cette réestimation tient compte, notamment, des données de marché au titre des éléments financiers et des comportements des assurés ;
- La reconnaissance de la marge : bien que la rentabilité des contrats d'assurance reste inchangée, le rythme de reconnaissance en résultat est modifié. Tout profit attendu est différé au bilan et étalé en résultat sur la durée de couverture des contrats d'assurance. A contrario, toute perte attendue est immédiatement comptabilisée en résultat dès sa première comptabilisation ou lors des évaluations ultérieures ;
- La présentation du compte de résultat : les frais généraux rattachables à l'exécution des contrats d'assurance sont désormais présentés en diminution du Produit net bancaire parmi les Charges des services d'assurance et n'affectent donc plus le total des frais généraux à la face du compte de résultat consolidé.

Norme IFRS 9 :

La première application de la norme IFRS 9 par les filiales d'assurance du Groupe au 1^{er} janvier 2023 est rétrospective

Les différences d'évaluation (incluant l'évaluation du risque de crédit) des actifs et passifs financiers concernés résultant de l'application rétrospective de la norme IFRS 9 à la date du 1^{er} janvier 2022 sont comptabilisées directement dans les capitaux propres.

Modalités de transition et de première application normes IFRS17/9 :

La première application des normes IFRS17/9 au 1^{er} janvier 2023 est rétrospective et les données comparatives de l'exercice 2022 ont été retraitées.

Les différences d'évaluation des actifs et passifs d'assurance résultant de l'application rétrospective de la norme IFRS 17 à la date du 1^{er} janvier 2022 sont comptabilisées directement en capitaux propres.

En date de transition (1^{er} janvier 2022), l'application rétrospective des normes IFRS 17 et IFRS 9 par La Marocaine Vie a entraîné une baisse de -24 MMAD du Total capitaux propres consolidés.

En date de première application (1^{er} janvier 2023), l'impact cumulé sur les capitaux propres s'élève ainsi à - 17 MMAD.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31/12/2023

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2023

ACTIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Caisse et banques centrales	1 388 649	5 629 265
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 736 205	2 556 688
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	2 215 714	2 067 164
- Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat	520 491	489 524
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-
Prêts et créances sur les ec et assimilés au coût amorti	7 269 764	2 457 583
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	9 430 750	9 548 102
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Titres au coût amorti	6 945 029	7 895 193
Actifs d'impôts courants	1 014 139	843 732
Actifs d'impôts différés	1 800 184	1 839 061
Comptes de régularisation et actifs divers	469 317	690 245
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	430 829	475 793
Immubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	2 261 435	2 105 112
Immobilisations incorporelles	1 279 553	1 053 870
Écarts d'acquisition	291 692	291 692
TOTAL ACTIF	120 194 546	121 319 316

PASSIF	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30 673	33 583
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	30 673	33 583
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 656 196	10 110 940
Dettes envers la clientèle	73 553 974	72 728 521
Titres de créance émis	13 729 267	14 370 241
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	1 743 962	1 279 719
Passifs d'impôt différé	773 546	775 924
Comptes de régularisation et autres passifs	3 689 075	4 328 344
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-
Provisions	1 162 609	1 213 394
Subventions et fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 634 601	2 006 301
Capitaux propres	15 220 644	14 472 351
Capital et réserves liées	12 060 807	11 442 716
Réserves consolidées	1 757 389	1 772 104
- Part du groupe	1 087 665	1 108 227
- Part des minoritaires	669 724	663 877
Gains ou pertes latents ou différés	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	40 888	-
- Part du groupe	40 888	-
- Part des minoritaires	-	-
Résultat de l'exercice	1 361 559	1 257 531
- Part du groupe	1 317 134	1 205 841
- Part des minoritaires	44 425	51 690
TOTAL PASSIF	120 194 546	121 319 316

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et produits assimilés	5 083 533	4 576 329
Intérêts et charges assimilés	-1 282 893	-1 016 401
MARGE D'INTÉRÊT	3 800 640	3 559 928
+ Commissions (produits)	1 926 343	1 730 162
+ Commissions (charges)	-388 126	-322 871
MARGE SUR COMMISSIONS	1 538 217	1 407 292
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	-	-
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponible à la vente	-	-
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	111 468	90 866
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	76 511	30 620
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	34 957	60 246
+/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	3 767	1 522
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste va	-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs	-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance	-	-
+Produits des autres activités	192 099	205 888
- Charges des autres activités	-71 948	-68 512
Produit net bancaire	5 574 242	5 196 984
- Charges générales d'exploitation	-2 258 315	-2 218 481
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-413 821	-346 406
Resultat brut d'exploitation	2 902 106	2 632 097
- Coût du risque de crédit	-662 883	-728 674
Resultat d'exploitation	2 239 224	1 903 424
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	55 514	53 334
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	-36 391	449
+/- Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Resultat avant impôts	2 258 347	1 957 207
- Impôts sur les résultats	-896 788	-699 676
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RÉSULTAT NET	1 361 559	1 257 531
Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-44 425	-51 689
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 317 134	1 205 842

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
RÉSULTAT NET	1 361 559	1 257 531
Éléments recyclables en résultat net :	-4 466	-10 793
Écarts de conversion	-4 466	-10 793
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables	-	-
Impôts liés	-	-
Éléments non recyclables en résultat net :	40 888	47 543
Réévaluation des immobilisations	-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	29 522	76 375
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables	-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables	-	-
Impôts liés	11 366	-28 832
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	36 422	36 750
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 397 981	1 294 281
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	1 356 042	1 255 453
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	41 939	38 828

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Résultat avant impôt	2 258 551	1 957 387
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	413 821	365 999
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	5 390	-1 069
+/- dotations nettes aux provisions	-64 482	213 718
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-55 514	-53 334
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-10 926	-10 439
+/- autres mouvements	-16 038	-636
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	272 251	514 239
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-7 178 239	7 773 241
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	2 083 732	-4 765 547
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	83 683	-607 628
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-166 513	-99 020
- Impôts versés	-924 472	-680 301
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-6 101 808	1 621 045
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-3 571 006	4 092 671
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	-85 039	22 555
+/- flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-784 283	-545 498
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-869 322	-522 943
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-331 195	-320 292
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-371 700	-875 448
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-702 895	-1 195 740
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-9 856	52 726
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-5 153 079	2 426 713
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 796 308	3 369 595
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	5 629 265	3 019 748
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	167 043	349 847
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	643 229	5 796 308
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	1 388 649	5 629 265
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-745 420	167 043
Variation de la trésorerie nette	-5 153 079	2 426 713

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de Dirhams			
	31/12/2023		31/12/2022	
	Actifs financiers détenus à des fins de transactions	Actifs financiers à la JV par résultat	Actifs financiers détenus à des fins de transactions	Actifs financiers à la JV par résultat
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilés	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 215 714	-	2 067 164	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	201 354	-	139 298
Titres de participation non consolidés	-	319 137	-	350 226
Instruments dérivés	-	-	-	-
Juste valeur au bilan	2 215 714	520 491	2 067 164	489 524

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs données en pension EC	-	-
Instruments dérivés	30 673	33 583

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Comptes à vue	391 549	325 276
Prêts	4 652 509	2 136 101
Opérations de pension	2 228 398	-
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS AVANT DÉPRÉCIATION	7 272 457	2 461 377
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-2 693	-3 794
bucket -1	-2 693	-3 794
bucket -2	-	-
bucket -3	-	-
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS NETS DE DÉPRÉCIATION	7 269 764	2 457 583

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires	7 877 162	7 985 343
Prêts consentis à la clientèle	87 555 117	88 856 923
Opérations de pension	-	-
Opérations de location-financement	10 884 854	10 745 052
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AVANT DÉPRÉCIATION	106 317 133	107 587 318
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-12 009 384	-12 106 236
Bucket -1	-489 883	-465 598
Bucket -2	-708 577	-531 829
Bucket -3	-10 810 925	-11 108 809
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE NETS DE DÉPRÉCIATION	94 307 750	95 481 082

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2023

Tableau de variation des capitaux propres	En milliers de Dirhams								
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Résultat l'exercice	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres clôture : 31/12/2021	2 152 500	8 781 613	-	1 797 866	-	-	12 731 979	697 100	13 429 079
Opération sur capital	-	508 603	-	-508 603	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-348 500	-	-	-348 500	-28 944	-377 444
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	1 205 842	-	1 205 842	51 689	1 257 531
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	136 141	-	-	136 141	-600	135 541
Variation de périmètre	-	-	-	31 292	-	-	31 321	-3 678	27 643
Capitaux propres au 31 décembre 2022	2 152 500	9 290 216	-	1 108 224	1 205 842	-	13 756 782	715 569	14 472 351
Affectation résultat 2022	-	618 091	-	587 751	-1 205 842	-	-	-	-
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2023	2 152 500	9 908 307	-	1 695 975	-	-	13 756 782	715 569	14 472 351
Opération sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-410 000	-	-	-410 000	-46 349	-456 349
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	1 317 134	-	1 317 134	44 425	1 361 559
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-164 444	-	-	-164 444	504	-163 940
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-	-	-	-	-	40 888	-	-	40 888
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-4 466	-	-	-4 466	-	-4 466
Divers opérations sur capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-29 400	-	-	-29 400	-	-29 400
Capitaux propres clôture : 31/12/2023	2 152 500	9 908 307	-	1 087 665	1 317 134	40 888	14 506 494	714 149	15 220 644

TITRES AU COÛT AMORTI AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Effets publics et valeurs assimilées	6 945 213	7 894 086
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	2 150
Titres subordonnés	-	-
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI AVANT DÉPRÉCIATION	6 945 213	7 896 236
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-184	-1 043
bucket -1-	-184	-1 043
bucket -2-	-	-
bucket -3-	-	-
TOTAL TITRES AU COÛT AMORTI NET DES DÉPRÉCIATIONS	6 945 029	7 895 193

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Autres dettes représentées par un titre	13 729 267	14 370 241
titres de créances négociables	13 541 414	14 147 540
emprunts obligataires	187 853	222 701
Dettes subordonnées	1 634 601	2 006 301
Emprunt subordonnés	-	-
à durée déterminée	-	-
à durée indéterminée	-	-
Titres subordonnés	-	-
à durée déterminée	1 634 601	2 006 301
à durée indéterminée	-	-
Total	15 363 868	16 376 542

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Comptes à vue	581 684	158 448
Emprunts	6 987 876	7 576 999
Opérations de pension	1 086 636	2 375 493
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	8 656 196	10 110 940

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires créditeurs	57 012 057	56 287 473
Comptes à terme	5 760 993	5 570 714
Comptes d'épargne à taux administré	10 195 559	10 210 700
Bons de caisse	585 366	659 634
Opérations de pension	-	-
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	73 553 974	72 728 521

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams					
	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	7 272 457	-	-	-2 693	-	-
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	85 914 900	4 251 453	16 150 780	-489 883	-708 577	-10 810 925
Titres de dettes au coût amorti	6 945 213	-	-	-184	-	-
Engagements Hors Bilan	23 409 246	704 994	1 171 041	-34 380	-24 196	-377 414

RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2022

	En milliers de Dirhams					
	Créances et engagements			Dépréciations		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés au coût amorti	2 461 377	-	-	-3 794	-	-
Prêts et créances sur la clientèle et assimilés au coût amorti	87 503 618	2 631 406	17 452 295	-465 598	-531 829	-11 108 809
Titres de dettes au coût amorti	7 896 236	-	-	-1 043	-	-
Engagements Hors Bilan	17 457 529	469 418	3 113 326	-34 412	-24 210	-366 749

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2022	Dotation	Reprise disponible	Reprise utilisée	Autres variations	31/12/2023
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	425 371	92 649	-65 926	-16 070	-34	435 990
Bucket 1	34 412	-	-	-	-33	34 380
Bucket 2	24 210	-5	-	-	-8	24 196
Bucket 3	366 749	92 654	-65 926	-16 070	7	377 414
Provisions pour engagements sociaux	443 956	39 569	-43 659	-	-32 426	407 440
Autres provisions pour risques et charges	344 067	50 753	-7 848	-11 177	-56 616	319 179
Provisions pour risques et charges	1 213 394	182 971	-117 433	-27 247	-89 076	1 162 609

IMMOBILISATIONS AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2023		31/12/2022			
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	2 241 590	-1 044 002	1 197 588	2 250 487	-977 840	1 272 647
Equip. mobilier, installation	2 549 952	-1 640 346	909 606	2 254 495	-1 548 396	706 099
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	162 378	-8 137	154 241	131 081	-4 715	126 366
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 953 920	-2 692 485	2 261 435	4 636 063	-2 530 951	2 105 112
Logiciels informatiques acquis	2 333 001	-1 567 019	765 983	1 894 216	-1 323 892	570 324
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisation incorporelles	513 571	-	513 571	483 545	-	483 545
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 846 572	-1 567 019	1 279 553	2 377 762	-1 323 892	1 053 870
TOTAL IMMOBILISATIONS	7 800 492	-4 259 504	3 540 988	7 013 825	-3 854 843	3 158 982

CONTRATS DE LOCATION AU 31/12/2023

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations corporelles	2 261 435	2 105 112
Dont : droits d'utilisation des contrats de location	323 883	345 835

PASSIFS AU TITRE DE DETTES LOCATIVES	31/12/2023	31/12/2022
Comptes de régularisation et autres passifs	3 689 075	4 328 344
Dont : dettes locatives	188 286	211 389

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION	31/12/2023	31/12/2022
Intérêts et charges assimilées	-1 282 893	-1 016 401
dont: Charges d'intérêts sur dettes locatives	-7 614	-8 605
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-413 821	-346 406
dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-46 794	-50 207

CONTRATS DE LOCATION - ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION : VARIATION (PRENEUR)	31/12/2022	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	31/12/2023
Valeur brute	486 719	30 065	-21 129	495 655
Amortissements et dépréciations	-156 630	-30 276	-	-186 906
TOTAL IMMOBILIER	330 089	-211	-21 129	308 749
Valeur brute	43 151	7 324	-4 514	45 961
Amortissements et dépréciations	-27 405	-303	-3 119	-30 827
TOTAL MOBILIER	15 746	7 021	-7 633	15 134
TOTAL DROITS D'UTILISATION	345 835	6 810	-28 762	323 883

COMPTES DE RÉGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	-	-
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	207 947	143 913
Autres débiteurs et actifs divers	261 370	546 332
Total des comptes de régularisation et actifs divers	469 317	690 245
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	318	237
Comptes d'encaissement	-	-
charges à payer et produits constatés d'avance	2 066 504	1 770 252
Dettes locatives	188 286	211 389
Autres créditeurs et passifs divers	1 433 966	2 346 466
Total des comptes de régularisation et passifs divers	3 689 075	4 328 344

MARGE D'INTÉRÊTS AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	4 728 913	490 985	4 237 927	4 335 506	365 337	3 970 170
Comptes et prêts/emprunts	4 188 788	479 380	3 709 407	3 836 385	349 734	3 486 652
Opérations de pensions	-	27	-27	2	533	-531
Opérations de location-financement	540 125	11 578	528 547	499 119	15 070	484 049
Opérations interbancaires	354 621	791 908	-437 287	240 823	651 064	-410 241
Comptes et prêts/emprunts	196 435	750 252	-553 817	50 258	634 259	-584 001
Opérations de pensions	158 186	41 656	116 530	190 565	16 805	173 760
Emprunts émis par le groupe	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de transactions	-	-	-	-	-	-
Titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Prêts/emprunts	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Actifs détenus jusqu'à échéance	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	5 083 533	1 282 893	3 800 640	4 576 329	1 016 401	3 559 928

COMMISSIONS NETTES AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	1 626 877	388 126	1 238 751	1 451 235	322 871	1 128 365
avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
avec la clientèle	646 350	88 370	557 981	656 731	79 143	577 588
Sur titres	28 022	7 067	20 955	28 577	4 576	24 001
De change	952 505	292 690	659 816	765 928	239 152	526 776
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	299 466	-	299 466	278 927	-	278 927
produits nets de gestion d'OPCVM	15 809	-	15 809	14 171	-	14 171
produits nets sur moyen de paiement	235 307	-	235 307	209 535	-	209 535
assurance	2 785	-	2 785	2 987	-	2 987
autres	45 565	-	45 565	52 234	-	52 234
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	1 926 343	388 126	1 538 217	1 730 162	322 871	1 407 292

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
	Charges de personnel	-1 236 133
Impôts et taxes	-50 811	-53 096
Charges externes	-966 015	-944 170
Autres charges générales d'exploitation	-5 356	36 461
Dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-413 821	-346 406
Charges générales d'exploitation	-2 672 136	-2 564 886

COÛT NET DU RISQUE AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
	Dotation aux provisions	-2 675 569
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-2 531 909	-1 525 174
bucket 1	-45 838	-64 295
bucket 2	-193 080	-209 458
bucket 3	-2 292 991	-1 251 421
Provisions engagements par signature	-92 649	-61 866
bucket 1	-	-25
bucket 2	5	-
bucket 3	-92 654	-61 841
Autres provisions pour risques et charges	-51 011	-21 818
Reprises de provisions	2 738 727	1 179 971
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	2 629 878	1 098 039
bucket 1	22 974	188 718
bucket 2	16 284	-
bucket 3	2 590 620	909 321
Reprises de provisions engagements par signature	81 996	57 995
bucket 1	-	17 649
bucket 2	-	5 409
bucket 3	81 996	34 937
Reprise des autres provisions pour risques et charges	26 853	23 937
Variation des provisions	-726 041	-299 787
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-39 946	-30 383
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-713 133	-287 144
Récupérations sur prêts et créances amorties	37 781	23 868
Autres pertes	-10 743	-6 128
COÛT DU RISQUE	-662 883	-728 674

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JV AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	111 468
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	76 511	30 620
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	34 957	60 246
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	-	-

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams					
	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'assurance	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Produits nets des immobilisations en location simple	36 394	-	36 394	3 846	-	3 846
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	-	-	-	-	-	-
Autres produits	155 705	-71 948	83 757	202 042	-68 512	133 530
Total	192 099	-71 948	120 151	205 888	-68 512	137 376

CHARGE NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICIAIRES AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
	Charges d'impôts courant	-924 268
Charge nette d'impôt différé de l'exercice	27 480	-19 555
Charge nette d'impôt sur les bénéficiaires	-896 788	-699 676

INFORMATION SECTORIELLE AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams		
	Banque de détail et de financement	Leasing	Total
	Marge d'intérêt	3 465 930	334 710
Marge sur commissions	1 536 707	1 510	1 538 217
Produit net bancaire	5 238 022	336 220	5 574 242
Résultat brut d'exploitation	2 617 896	284 210	2 902 106
Résultat d'exploitation	2 007 119	232 105	2 239 224
Résultat net	1 168 794	192 765	1 361 559
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	1 124 369	192 765	1 317 134

ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNÉS ET REÇUS AU 31/12/2023

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	
Aux établissements de crédit	-	-
À la clientèle	9 037 019	6 560 345
Ouverture de crédit	-	-
Autres engagements en faveur de la clientèle	-	-
Total des engagements de financement donnés	9 037 019	6 560 345
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS REÇUS		
des établissements de crédit	-	-
de la clientèle	173 213 315	-
Total des engagements de financement reçus	173 213 315	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
		En milliers de Dirhams
	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS		
D'ordre des établissements de crédit	3 677 115	3 832 968
D'ordre de la clientèle	12 571 146	10 646 960
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	-	-
Autres garanties d'ordre à la clientèle	-	-
Total des engagements de garantie donnés	16 248 261	14 479 928
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS		
des établissements de crédit	8 924 813	2 323 319
de l'état et d'autres organismes de garantie	10 260 042	5 592 718
Total des engagements de garantie reçus	19 184 855	7 916 037

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET DES RÉSULTATS PAR ACTION AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams		
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
	Capital appelé	2 152 500	2 152 500
Nombres d'actions	20 500	20 500	20 500
Résultat part du groupe	1 317 134	1 205 841	814 533
Résultat par action (KMAD)	64	59	40

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
	Actifs d'impôts courants	1 014 139
Actifs d'impôts différés	1 800 184	1 839 061
Actifs d'impôts courants et différés	2 814 323	2 682 793
Passifs d'impôt exigible	1 743 962	1 279 719
Passifs d'impôt différé	773 546	775 924
Passifs d'impôts courants et différés	2 517 508	2 055 643

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31/12/2023

Société	Activité	% Contrôle	% Intérêts	Méthode de consolidation
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE MAROCAINE DE BANQUES	Bancaire	100,00%	100,00%	IG
INVESTIMA	Société de participation	48,04%	48,04%	IG
SOGECAPITAL BOURSE	Intermédiation en bourse	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	99,94%	99,94%	IG
SOGECAPITAL PLACEMENT	Gestion d'actifs	99,96%	99,96%	IG
SOGELEASE	Leasing	100,00%	100,00%	IG
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE OFFSHORE	Bancaire	99,92%	99,92%	IG
SOGEFINANCEMENT	Crédit à la consommation	100,00%	100,00%	IG
ATHENA COURTAGE	Courtage d'assurance	96,93%	96,93%	IG
FONCIMMO	Activité immobilière	100,00%	100,00%	IG
SOGCONTACT	Centre d'appel	99,83%	99,83%	IG
CRÉDIT EQDOM	Crédit à la consommation	56,82%	55,21%	IG
LA MAROCAINE VIE	Assurances	49,01%	49,01%	MEE
ALD AUTOMOTIVE	Location longue durée	15,00%	15,00%	MEE
NEMA CAPITAL	Gestion d'actifs	50,00%	50,00%	IG
SOGEFONCIERE	Activité immobilière	100,00%	100,00%	IG
SOGECAPITAL INVESTISSEMENT	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	IG

IG : Intégration globale - MEE : Mise en équivalence

ÉCARTS D'ACQUISITION AU 31/12/2023

	En milliers de Dirhams	
	31/12/2023	31/12/2022
Valeur brute comptable en début de période	439 887	439 887
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période	-148 195	-148 195
Valeur nette comptable en début de période	291 692	291 692
Acquisitions	-	-
Cessions	-	-
Dépréciations comptabilisées pendant la période	-	-
Écarts de conversion	-	-
Filiales précédemment mises en équivalence	-	-
Autres mouvements	-	-
Valeur brute comptable en fin de période	439 887	439 887
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	-148 195	-148 195
Valeur nette comptable en fin de période	291 692	291 692

ÉTATS CONSOLIDÉS NÉANT AU 31/12/2023

Immubles de placement

PARTIES LIÉES AU 31/12/2023

Relation entre les sociétés consolidées du groupe au 31/12/2023	En milliers de Dirhams	
	Entreprises consolidées par Mise en équivalence	Entreprises consolidées par Intégration Globale
ACTIF		
Prêts, avances et titres	1 178 277	5 511 251
Comptes ordinaires	1 012 977	846 522
Prêts	-	4 576 835
Titres	165 300	87 894
Opérations de location financement	-	-
Actifs divers	-	55 086
Total	1 178 277	5 566 337
PASSIF		
Dépôts	83 043	5 423 361
Comptes ordinaires	81 060	1 402 527
Autres emprunts	1 983	4 020 834
dettes représentées par un titre	-	-
Passif divers	-	142 976
Total	83 043	5 566 337
Engagements de financement et de garantie	-	-
Engagements donnés	2 553	-
Engagements reçus	-	-
Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées au 31/12/2023	Entreprises consolidées par Mise en équivalence	Entreprises consolidées par Intégration Globale
Intérêts et produits assimilés	40 321	180 862
Intérêts et charges assimilés	-	180 577
Commissions (produits)	-	1 956
Commissions (charges)	-	1 726
Prestations de services données	-	48
Prestations de services reçues	-	-
Loyers reçus	-	-
Autres	-	563

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIE DE COUVERTURE

La démarche de la Société Générale Marocaine de Banques en matière de gestion des risques s'inscrit dans le cadre réglementaire en vigueur, et en ligne avec les meilleures pratiques définies au niveau international, dictés par des procédures et un dispositif de Contrôle Interne rigoureux.

Dispositif de contrôle interne :

Le dispositif de contrôle interne de la Société Générale Marocaine de Banques repose sur 3 lignes de défense, agissant de façon complémentaire et coordonnée dans le cadre d'une organisation assurant l'étanchéité des différents niveaux.

Ce dispositif inclut aussi bien la banque que ses filiales consolidées.

CONTRÔLE PERMANENT

1^{ÈRE} LIGNE DE DÉFENSE

La 1^{ère} ligne de défense est en charge de la gestion quotidienne des risques.

- Les métiers, en tant que première ligne de défense, prennent des risques et sont directement responsables de leur gestion opérationnelle. À cette fin, les métiers doivent disposer de processus et de contrôles appropriés visant à s'assurer que les risques sont identifiés, analysés, mesurés, surveillés, et gérés dans les limites de l'appétit pour le risque de la banque, et que les activités liées aux métiers sont conformes aux exigences externes et internes.
- La Direction du Contrôle Permanent et des Risques Opérationnels a pour fonction de coordonner le contrôle permanent de niveau 1. Elle est à ce titre en charge de la mise en œuvre, de la coordination, du challenge et de l'animation du dispositif de contrôle de niveau 1.

2^{ÈME} LIGNE DE DÉFENSE

La deuxième ligne de défense, composée des trois fonctions Risque, Conformité et Finance, veille à ce que tous les risques soient identifiés, évalués, analysés, mesurés, surveillés, gérés et correctement remontés par les lignes métiers concernées, en formant une vue d'ensemble sur tous les risques. À ce titre, ces 3 fonctions :

- Définissent les normes, standards et procédures liés au dispositif de maîtrise du risque, et fournissent des indicateurs clés et une analyse pour le suivi global des risques.
- Évaluent le profil de risque de la banque, ainsi que l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques des BU/SU.
- Challenge et accompagnent la mise en œuvre des mesures de gestion des risques par les métiers afin de s'assurer que les processus et les contrôles mis en place par la première ligne de défense sont bien conçus et efficaces.

La Direction CN2 réalise les contrôles permanents de second niveau, afin de vérifier l'adéquation, la performance et l'efficacité des contrôles permanents de premier niveau.

CONTRÔLE PÉRIODIQUE

3^{ÈME} LIGNE DE DÉFENSE

Le contrôle périodique (inspection/ audit) constitue la troisième ligne de défense. Il est strictement indépendant des métiers et du contrôle permanent.

- En tant que troisième ligne de défense, le contrôle périodique aide la banque à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôles et de gouvernance d'entreprise. Il évalue la qualité de la gestion des risques au sein du périmètre audité, la pertinence et l'efficacité du dispositif de contrôle permanent.
- La fonction de contrôle périodique est également en charge de la revue indépendante des deux premières lignes de défense.

Gestion globale des risques :

Chaque année, Société Générale Marocaine de Banques conduit une revue de son « appétit pour le risque ». L'objectif est de définir le niveau de prise de risque acceptable au regard des ambitions de développement des métiers. Cet exercice s'appuie sur les processus clés d'identification des risques, et est conduit en cohérence avec les autres processus stratégiques de la banque tels que le plan stratégique et financier (PSF), le processus d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP) et le plan de redressement de crise interne (PRCI).

L'appétit pour le risque est ainsi formalisé de manière qualitative, au travers d'un ensemble de principes et politiques applicables aux différents types de risques et quantitative, au travers d'un dispositif d'encadrement d'indicateurs clés selon la nature de risque, par des limites et des seuils d'alerte.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE en tant qu'organe d'administration, approuve l'appétit au risque et s'assure de son respect au travers un dispositif d'alerte ad hoc. LE CONSEIL DE SURVEILLANCE a institué deux Comités chargés de l'assister en matière de suivi des Risques et d'évaluation du dispositif de Contrôle Interne :

- LE COMITE DES RISQUES, en charge des risques de crédit, des risques de marché et du suivi des indicateurs d'appétit au risque.
- LE COMITE D'AUDIT, qui, outre la validation des comptes du Groupe, est chargé du pilotage des Risques Opérationnels, des risques de non-conformité, des risques structurels ; et de l'évaluation du Contrôle Interne.

Cette approche permet un pilotage adéquat de la stratégie de la banque en ligne avec son appétit au risque et dans le respect des exigences de Bank Al-Maghrib.

1. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit constitue un risque majeur auquel la banque est exposée, son encadrement et sa gestion rigoureuse est primordiale pour permettre le développement des activités de la banque. La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur les leviers ci-dessous pour une gestion proactive du risque de crédit :

1.1. Une filière risque de crédit experte et indépendante :

La filière risques de crédit est du ressort de la Direction des Risques et du Recouvrement qui couvre l'ensemble des aspects relatifs à l'octroi des crédits et à la surveillance des engagements, en plus de la supervision de l'activité du recouvrement précontentieux et contentieux.

L'organisation de la filière Risque obéit aux principes généraux suivants :

- Indépendance de la filière risque vis-à-vis de la filière commerciale : la filière risque est indépendante hiérarchiquement de la filière Commerciale au siège et en région. Ce principe vise à assurer une gestion saine et transparente des risques en évitant la dilution des responsabilités et les conflits d'intérêts ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la surveillance des risques : les activités d'octroi de crédit et de surveillance des risques sont prises en charge par des entités distinctes ;
- Séparation entre l'octroi de crédit et la production de crédit : les activités d'octroi de crédit et de production de crédit sont prises en charge par des entités distinctes.
- L'octroi du crédit est exercé en fonction de limites d'autorisations déléguées aux divers intervenants en fonction du montant, de la nature des crédits, des garanties et de la notation des clients.

1.2. Des politiques de Risque de crédit en matière d'octroi revues régulièrement :

La Société Générale Marocaine de Banques s'appuie sur des Politiques de Risque de crédit en matière d'octroi dument formalisées et actualisées chaque année. Les principes généraux régissant ces politiques d'octroi sont rappelés ci-dessous :

- La banque privilégie une perspective de relation clientèle à moyen et long terme, en ciblant à la fois des clients avec lesquels la banque a une relation établie de confiance et des prospects présentant un potentiel de développement d'affaires rentable à moyen terme.
- Toute prise d'engagement de crédit s'appuie sur une connaissance approfondie du client et une bonne compréhension de la finalité de l'opération. L'acceptabilité du risque repose en premier lieu sur la capacité de l'emprunteur à faire face à ses engagements, notamment au travers des flux de trésorerie qui assureront la bonne fin de l'opération. La prise de sûretés est recherchée pour réduire le risque de perte en cas de défaillance de la contrepartie mais ne peut, sauf exception, constituer la seule justification de la prise de risque.

- Les sûretés sont évaluées en appliquant des décotes de prudence et en portant une attention particulière à la faculté effective de leur mise en œuvre.

- La mise en place d'opérations complexes ou présentant un profil de risque spécifique relève d'équipes spécialisées disposant du niveau de compétence et d'expertise requis.

- Les politiques d'octroi de crédit de la Société Générale Marocaine de Banques doivent se conformer aux critères définis dans le cadre de la politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) ; Une orientation forte est de diminuer le soutien de la banque aux secteurs polluants et de s'engager de manière volontariste sur le financement des énergies renouvelables.

- La notation des contreparties constitue un critère clé de la politique d'octroi et sert de base au dispositif de délégation déployé dans la filière commerciale et la filière risque. Le dispositif de notation s'appuie sur des modèles internes conformes aux exigences réglementaires. Une vigilance particulière est apportée à la mise à jour régulière des notations (qui en tout état de cause sont soumises à une revue annuelle).

- La Société Générale Marocaine de Banques recherche une diversification des risques en encadrant le risque de concentration et en maintenant une politique de division des risques à travers un partage avec d'autres partenaires financiers (banques ou organismes de cautionnement).

1.3. Dispositif de Notations

Lors de la décision d'octroi des crédits, les clients de la banque font l'objet d'une notation, définie suivant les standards Société Générale et annuellement mise à jour. En plus du langage commun des risques qu'elle instaure, la notation a pour but :

- D'aider à la prise de décision ;
- De permettre de suivre l'évolution de la qualité du risque de la contrepartie ;
- De déterminer l'étendue des délégations pour l'octroi des concours ;
- D'apprécier la qualité des risques sur un portefeuille donné.

1.4. Dispositif de surveillance des risques :

Le monitoring du portefeuille et le dispositif de recouvrement constituent des axes majeurs pour la gestion opérationnelle du risque de crédit :

- La gestion proactive des risques dégradés est la clé pour contenir le risque de perte finale en cas de défaillance d'une contrepartie. À ce titre, la Société Générale Marocaine de Banques met en place des procédures rigoureuses et de outils de détection précoce et de mise sous surveillance et/ou de suivi renforcé des contreparties dont le profil de risque est en dégradation.

- Les contreparties saines dont le profil de risque est en dégradation significative doivent être classées avec diligence en « Noms sous surveillance » (« Watch List ») à l'initiative de la Direction des Risques ou de la filière Commerciale afin de faire l'objet d'une surveillance rapprochée. En cas de défaut de la contrepartie et afin de minimiser le risque de perte finale, la gestion individuelle des dossiers les plus importants est confiée à des équipes spécialisées de recouvrement, séparées des unités responsables de l'origine du prêt.

- Le dispositif de recouvrement aussi bien en phase amiable que contentieuse, est soutenu par l'amélioration de l'expertise des acteurs du recouvrement, la mise en place d'outils et d'indicateurs pour le suivi du taux d'efficacité et du taux d'encaissement par phase de recouvrement. Les dossiers importants ou sensibles Retail / Non Retail sont confiés à la Direction des Affaires Spéciales, rattachée au Directoire, pour un circuit de décision plus court sur ces dossiers.

2. RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché désignent le risque de perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ils concernent l'ensemble des opérations du portefeuille de négociation et certains portefeuilles bancaires. Ils incluent le risque de change et le risque de taux.

L'encadrement des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs :

- Un ensemble de Stress-Tests multi-facteurs historiques (scénarios déjà observés par le passé) et hypothétiques (scénarios élaborés avec les économistes de la banque) permettant de prendre en compte des perturbations de marché exceptionnelles d'occurrence décennale. Ces indicateurs calculent la perte résultant d'une évolution sévère des paramètres de marché sur une durée correspondant au temps permettant de déboucler ou de couvrir les positions concernées. La limite en Stress Test Global porte sur le scénario le plus dégradé.

COMPTES CONSOLIDÉS

- Ces scénarios sont complétés par un ensemble de stress-tests adresses calculés par activité ou facteur de risque (cours spot, la volatilité, corrélation au sein des classes d'actifs désignés par les familles de sous-jacents : taux, change et crédit) pour prendre en compte des risques extrêmes sur un marché spécifique.
- Les indicateurs en « sensibilité » et en « NPV » permettent d'encadrer la taille des positions : les sensibilités sont calculées sur les principaux facteurs de risques de valorisation ; les encadrements en NPV (les limites émetteurs) sont utilisés pour les positions significatives en termes de risque. Aussi, les sensibilités peuvent être limitées à certaines maturités.
- D'autres indicateurs sont aussi utilisés : durée de détention maximale d'une position, le spread de crédit ainsi que le stress test de crédit.
- Un encadrement du risque de change à travers une limite de position de change Globale ainsi que des limites par devise. Ces limites sont exprimées en NPV « Net Present Value ».

Ces indicateurs calculés quotidiennement sont encadrés par un ensemble de limites, définies et calibrées par la Direction des Risques en liaison avec le Front Office.

En complément du suivi quotidien réalisé en fin de journée, un suivi des risques de marchés en Intraday est mis en place visant à s'assurer du respect des limites d'encadrement via 3 RUNs paramétrés courant la journée. Ce dispositif porte sur les 3 métriques suivantes : Position de change FX, Sensibilité de taux d'intérêt et risque émetteur.

3. RISQUE DE RÈGLEMENT-LIVRAISON

Le risque de règlement-livraison sur instruments financiers survient lorsque des opérations (de gré à gré au comptant ou à terme) donnent lieu à un décalage dans le temps (habituellement de quelques heures) entre le paiement et la livraison du sous-jacent (titres, FX, etc.) lors de leur dénouement.

Sa matérialisation dépend ainsi des modalités de règlement. A noter que le traitement des opérations Marchés à la Société Générale Marocaine de Banques se fait selon le mode de règlement/livraison DVP qui ne génère pas de risque de livraison pour les clients Corporate, ce risque peut ponctuellement être pris sur certains Instituts Financiers bien notés, dans le cadre de limite prédéfinies.

Pour les activités titres le risque de règlement livraison est mitigé par le processus de confirmation au niveau de la plateforme du dépositaire central MAROCLEAR et en interne par la prise en charge d'une réservation de fonds pour chaque opération.

4. RISQUES DE CONTREPARTIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE MARCHÉS

Le risque de contrepartie est le risque de crédit sur les opérations de marché (change à terme, swap de change et repo/reverse repo). Le risque de contrepartie est composé du risque de remplacement en cas de défaut d'une de nos contreparties. La valeur future de l'exposition face à une contrepartie ainsi que sa qualité de crédit sont incertaines et variables dans le temps, toutes deux étant affectées par l'évolution des paramètres de marché. Ce risque est mesuré par les pertes potentielles liées à l'incapacité des contreparties à honorer leurs engagements. La CVaR mesure l'exposition future potentielle liée au risque de remplacement en cas de défaut de la contrepartie. La CVaR est calculée pour un niveau de confiance de 99 % à différents horizons temporels.

Les risques de contrepartie liés aux opérations de marchés sont encadrés par des limites CVaR que le FrontOffice est tenu de respecter lors de la conclusion des deals. Ces limites sont définies en fonction du besoin du client et validées par la filière risque.

5. LE RISQUE DE LIQUIDITÉ ET RISQUE DE FINANCEMENT

Le risque de financement se définit comme le risque pour la banque de ne pas pouvoir financer le développement de ses activités pour un volume compatible avec ses objectifs commerciaux et à un coût compétitif par rapport à ses concurrents. La capacité à lever des financements s'articule autour :

- d'une possibilité de levée sur le marché de Titres de Créances Négociables (dettes jusqu'à 7 ans) ;
- de la possibilité d'émettre de la dette Obligatoire Subordonnée sur le LT (10 ans ou plus) pour les besoins prudentiels et de couverture ALM sur le long terme.

Le risque de liquidité est généré par le décalage dans le temps des flux d'actifs et de passifs, représente donc pour un établissement de crédit l'éventualité de ne pas pouvoir faire face, à un instant donné, à ses engagements ou à ses échéances même par la mobilisation de ses actifs. Deux sources majeures peuvent générer une telle situation :

- L'incapacité d'un établissement à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme, notamment un retrait massif de dépôts et un tirage de lignes hors-bilan ; et ce à travers le financement d'actifs à moyen et long terme par des passifs à court terme. C'est un risque dit légal ou de mort subite.
- Un risque de financement ou aussi appelé risque économique lié au coût de financement ou aussi de placement. L'établissement peut subir un renchérissement des ressources consécutif, par exemple, à des tensions sur les marchés. L'établissement s'expose ainsi au risque d'une hausse du coût de la liquidité, qui peut alors aller au-delà de ce que l'établissement avait espéré initialement dans le crédit au titre du risque de liquidité (via le TCI).

La gestion du risque de liquidité repose sur le calcul et le suivi proactif de plusieurs indicateurs réglementaires et internes.

5.1. Respect des obligations réglementaires

La Société Générale Marocaine de Banques a pour objectif de respecter le ratio réglementaire de Liquidity Coverage Ratio (LCR) avec une marge de sécurité suffisante.

Société Générale Marocaine de Banques vise également à anticiper l'entrée en vigueur du ratio réglementaire Net Stable Funding Ratio (NSFR). Bien que le pilotage de cet indicateur ne soit toujours pas en vigueur, la Société Générale Marocaine de Banques le calcule pour les besoins du Groupe.

Pour les stress test réglementaires préconisés par BAM (directive N° G/2/201), la banque veille au respect du minimum exigé, pour chaque scénario.

5.2. Gestion de la liquidité en interne

En plus de l'approche réglementaire, un pilotage du risque de liquidité est réalisé selon une approche interne, basée sur des limites en fonction des métriques calculées et d'autres limites pour la gestion de trésorerie, en scénario Business as Usual (BAU) ou selon des stress tests.

Pour chaque limite, tout franchissement de seuil d'alerte déclenche automatiquement un plan d'action de couverture. Ces plans de mitigation sont proposés par l'ALM lors des comités ALM et validé par le directoire.

6. RISQUES STRUCTURELS DE TAUX

L'exposition structurelle aux risques de taux d'intérêt et de change résulte des opérations commerciales et de leur couverture dans le portefeuille bancaire. La Société Générale Marocaine de Banques mesure et encadre de façon stricte les risques structurels. Les risques de taux et de change liés au portefeuille de négociation n'entrent pas dans le périmètre de mesure des risques structurels. Ils relèvent des risques de marché.

Le risque structurel de taux désigne le risque – avéré ou prospectif – que présente, pour les fonds propres et les résultats de la Banque (donc pour la Valeur Actuelle Nette et la Marge Nette d'Intérêt), l'incidence de fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur les éléments de son portefeuille bancaire.

On distingue principalement quatre types de risque :

- le risque de niveau des taux ;
 - le risque de courbe, lié à la structure par échéance des instruments du portefeuille bancaire ;
 - le risque d'optionnalité, lié aux options automatiques ou comportementales (typiquement le droit pour un emprunteur de rembourser un emprunt à taux fixe sans pénalité) ;
 - le risque de base correspondant à l'incidence des variations relatives des différents indices de taux présents au bilan et hors-bilan.
- Ces quatre types de risque peuvent faire varier la valeur, ou le rendement (ou le coût) des actifs, passifs et postes de hors-bilan sensibles aux taux d'intérêt.

Pour suivi du risque de taux, Société Générale Maroc se base sur des indicateurs pouvant être scindés en deux types :

1. Indicateurs de la valeur

- Le gap de taux des éléments du bilan et hors bilan amortis, dans lequel les écoulements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements de la clientèle (notamment pour les dépôts à vue, l'épargne à régime spécial et les crédits remboursables par anticipation), complétés d'hypothèses à caractère conventionnel sur certains postes du bilan ;
- La sensibilité de la Valeur Actuelle Nette (« VAN ») des éléments de bilan sur le bloc bancaire à taux fixe (à l'actif ou au passif) aux mouvements de taux d'intérêt, selon différents scénarios.

2. Indicateurs de revenu, avec la mesure de la sensibilité de la marge nette d'intérêt (« MNI ») selon des hypothèses de stress test de variation de la courbe des taux à des horizons prédéfinis.

7. RISQUES STRUCTURELS DE CHANGE

Le risque de change est le risque de perte lié à la présence de positions de change au sein du bilan. Il y a position de change dès lors que le bilan enregistre un avoir ou une dette dans une devise différente de la devise d'exercice (devise de reporting), sans l'exacte contrepartie de l'autre côté du bilan.

L'exposition au risque structurel de change est mesurée par l'indicateur de position de change pour chaque devise et sur les opérations de bilan/hors bilan structurelles, encadré par une limite.

8. RISQUE PAYS

L'activité de Société Générale Maroc peut conduire à prendre du risque sur des contreparties en dehors du territoire marocain (ex : garantie reçue par Société Générale Maroc émise par une banque non marocaine dans le cadre de financements locaux ou confirmation de crédits documentaires export). Société Générale Maroc met en place, sur avis du groupe Société Générale, une limite maximale d'exposition par pays pour encadrer ce risque.

9. RISQUES OPÉRATIONNELS

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel, des systèmes d'information ou d'événements extérieurs. Il comprend notamment le risque de non-conformité et le risque d'atteinte à la réputation.

9.1. Risque de non-conformité

La fonction de conformité est chargée du suivi du risque de non-conformité, définie comme étant le risque d'exposition d'un établissement à un risque de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions législatives et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de déontologie.

À cet effet, Société Générale Maroc s'attache à respecter strictement les réglementations nationales et internationales auxquelles elle doit se soumettre compte tenu de ses activités.

Afin de respecter ces règles, Société Générale Maroc veille notamment à :

- Connaître ses clients en mettant en œuvre les vigilances nécessaires de KYC (Know Your Customer) ;
- Travailler avec des clients et des partenaires dont les pratiques sont conformes aux règles et standards internationaux de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- Travailler avec des clients, ou réaliser des transactions dans le respect des règles d'embargos et de sanctions financières internationales ;
- Offrir des produits et des services de conseil et travailler avec des partenaires dans le respect des réglementations en matière de protection de la clientèle ;
- Mettre en œuvre les diligences nécessaires et réaliser ses transactions dans le respect de l'intégrité des marchés ;
- Mettre en œuvre une politique et déployer un dispositif de lutte contre la corruption, prévenir et gérer les conflits d'intérêts, veiller au comportement responsable de ses collaborateurs dans le respect du Code de Conduite ;
- Appliquer ses engagements en matière de transparence fiscale ;
- Respecter la protection des données de ses clients et de ses collaborateurs.

9.2. Risque de réputation

La maîtrise du risque de réputation est fondée avant tout sur une approche préventive. Pour ce faire, Société Générale Maroc :

- S'attache à maîtriser strictement le risque de non-conformité et de conduite non appropriée ;
- S'est engagée, en tant qu'acteur responsable, à agir conformément à un code de conduite formalisé et à un ensemble d'instructions internes. Au-delà de ce cadre, les transactions et relations commerciales susceptibles de créer une atteinte à la réputation de Société Générale Maroc, en lien avec ces sujets, font l'objet d'une identification et d'une analyse spécifique ;
- Soumet tout projet de nouveau produit, service ou activité à un processus d'approbation préalable visant à assurer que les risques induits, de toutes natures, sont identifiés, évalués, atténués dans la mesure du possible et acceptés dans leur part résiduelle. Dans ce cadre, le risque d'atteinte à la réputation de Société Générale Maroc fait l'objet d'une analyse spécifique ;
- Approfondit la connaissance de ses clients afin de leur proposer des produits et services adaptés à leur situation, à leurs besoins et à leur degré d'expertise, et s'attache constamment à fournir des services de qualité. Une attention particulière est portée aux signes d'insatisfaction de la clientèle transmis notamment par les réclamations écrites et orales.

9.3. Autres risques opérationnels

Au-delà des risques cités ci-avant, Société Générale Maroc encourt d'autres risques opérationnels inhérents à ses activités : erreurs d'exécution, fraude interne et externe, défaillance des systèmes d'information, actes de malveillance contre les systèmes informatiques, perte de moyens d'exploitation, litiges commerciaux, non-respect d'obligations fiscales, etc.

Société Générale Maroc se donne pour objectif d'assurer la maîtrise de ces risques à travers :

- Une analyse de l'environnement en termes de risque opérationnel et un système de détection des signaux faibles ;
- Le déploiement de processus de traitement sécurisés, de dispositifs de prévention spécifiques ;
- Un dispositif de contrôle interne robuste ;
- La mise en place d'indicateurs clés de suivi et de contrôles des risques (KRI) ;
- La promotion d'une « culture risques » solide en matière de risques opérationnels.

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023

Fidaroc
Grant Thornton

7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

pwc

Lot 57 Tour CFC – Casa Anfa
20 220 Hay Hassani Casablanca
Maroc

GRUPE SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDEE

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire consolidée de la Société Générale Marocaine de Banques et ses filiales (Groupe Société Générale Marocaine de Banques) comprenant l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 15 220 644 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 1 361 559 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire consolidée, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Société Générale Marocaine de Banques arrêtés au 31 décembre 2023, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes

Fidaroc Grant Thornton

Ghali GUESSOUS
Associé

PwC Maroc

Mohamed RQIBATE
Associé

EXTRAIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2023

BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2023

ACTIF (En M EUR)	31.12.2023	31.12.2022
Caisse et banques centrales	223 048	207 013
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	495 882	427 151
Instruments dérivés de couverture	10 585	32 971
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	90 894	92 960
Titres au coût amorti	28 147	26 143
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	77 879	68 171
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	485 449	506 635
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-433	-2 262
Actifs des contrats d'assurance et de réassurance	459	353
Actifs d'impôts	4 717	4 484
Autres actifs	69 765	82 315
Actifs non courants destinés à être cédés	1 763	1 081
Participations dans les entreprises mises en équivalence	227	146
Immobilisations corporelles et incorporelles	60 714	33 958
Ecarts d'acquisition	4 949	3 781
Total	1 554 045	1 484 900

PASSIF (En M EUR)	31.12.2023	31.12.2022
Banques centrales	9 718	8 361
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	375 584	304 175
Instruments dérivés de couverture	18 708	46 164
Dettes représentées par un titre	160 506	133 176
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	117 847	133 011
Dettes envers la clientèle	541 677	530 764
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(5 857)	(9 659)
Passifs d'impôts	2 402	1 645
Autres passifs	93 658	107 315
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1 703	220
Passifs des contrats d'assurance et de réassurance	141 723	135 875
Provisions	4 235	4 579
Dettes subordonnées	15 894	15 948
Total dettes	1 477 798	1 411 574
Capitaux propres	-	-
Capitaux propres part du Groupe	-	-
Actions ordinaires et réserves liées	21 186	21 248
Autres instruments de capitaux propres	8 924	9 136
Réserves consolidées	32 891	33 816
Résultat de l'exercice	2 493	1 825
Sous-total	65 494	66 025
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	481	945
Sous-total capitaux propres part du Groupe	65 975	66 970
Participations ne donnant pas le contrôle	10 272	6 356
Total capitaux propres	76 247	73 326
Total	1 554 045	1 484 900

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En M EUR)	31.12.2023	31.12.2022
Intérêts et produits assimilés (1)	53 087	30 738
Intérêts et charges assimilés	-42 777	-17 897
Commissions (produits)	10 063	9 400
Commissions (charges)	-4 475	-4 183
Résultat net des opérations financières (1)	10 290	866
"Dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat"	10 327	1 044
"Dont gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres"	-9	-152
Dont gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti	-28	-26
Produits des contrats d'assurance émis	3 539	3 104
Charges des services d'assurance	-1 978	-1 606
Produits et charges des contrats de réassurance détenus	17	-19
Produits ou charges nets financiers des contrats d'assurance émis (1)	-6 285	4 030
Produits ou charges nets financiers des contrats de réassurance détenus (1)	5	45
Coût du risque de crédit des actifs financiers liés à l'activité d'assurance	7	1
Produits des autres activités	21 005	13 301
Charges des autres activités	-17 394	-10 625
Produit net bancaire	25 104	27 155
Autres charges générales d'exploitation	-16 849	-16 425
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-1 675	-1 569
Résultat brut d'exploitation	6 580	9 161
Coût du risque de crédit	-1 025	-1 647
Résultat d'exploitation	5 555	7 514
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	24	15
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-113	-3 290
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-338	-
Résultat avant impôts	5 128	4 239
Impôts sur les bénéfices	-1 679	-1 483
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 449	2 756
Participations ne donnant pas le contrôle	956	931
Résultat net part du Groupe	2 493	1 825
Résultat par action	2,17	1,50
Résultat dilué par action	2,17	1,50

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En M EUR)	31.12.2023	31.12.2022
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 449	2 756
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-166	578
Écarts de conversion	-356	1 820
Écarts de réévaluation de la période	-429	1 278
Reclassement en résultat	73	542
Réévaluation des instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres⁽¹⁾	2 402	-10 849
Écarts de réévaluation de la période	2 374	-11 029
Reclassement en résultat	28	180
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Écarts de réévaluation de la période	-	-
Reclassement en résultat	-	-
Réévaluation des contrats d'assurance en capitaux propres⁽¹⁾	-2 134	10 050
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-68	-610
Écarts de réévaluation de la période	-36	-482
Reclassement en résultat	-32	-128
Quote-part de gains et pertes comptabilisés en capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-
Impôts liés	-10	167
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-177	539
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	12	92
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	-257	671
Réévaluation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres	1	-26
Quote-part de gains et pertes comptabilisés en capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-
Impôts liés	67	-198
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-343	1 117
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	3 106	3 873
Dont part du Groupe	2 085	3 080
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1 021	793

**COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
BANQUE OFFSHORE AU 31/12/2023**
BILAN AU 31/12/2023

	(en KUSD)	
ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	18	34
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 167	17 715
. À vue	8 167	17 715
. À terme	-	-
3. Créances sur la clientèle	124 298	117 173
. Crédits de trésorerie et à la consommation	70 986	59 241
. Crédits à l'équipement	53 311	57 932
. Autres crédits	1	-
4. Créances acquises par affacturage	-	-
5. Titres de transaction et de placement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	-	-
6. Autres actifs	1 863	1 437
7. Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
8. Titres de participation et emplois assimilés	-	-
9. Créances subordonnées	-	-
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
11. Immobilisations incorporelles	296	341
12. Immobilisations corporelles	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	134 642	136 699

HORS BILAN AU 31/12/2023

	(en KUSD)	
HORS BILAN	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNÉS	5 802	6 467
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 445	207
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 357	6 261
5. Titres achetés à réméré	-	-
6. Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	113 127	111 803
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	113 127	111 803
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	-	-
10. Titres vendus à réméré	-	-
11. Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2023

	(en KUSD)	
	31/12/2023	31/12/2022
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8 151	3 760
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 356	27
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 244	2 339
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4. Produits sur titres de propriété	-	-
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6. Commissions sur prestations de service	1 497	1 301
7. Autres produits bancaires	54	94
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 152	961
8. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 873	664
9. Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
10. Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-	-
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
12. Autres charges bancaires	280	297
III. PRODUIT NET BANCAIRE	5 999	2 799
13. Produits d'exploitation non bancaire	-	-
14. Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 256	1 447
15. Charges de personnel	-	-
16. Impôts et taxes	-	-
17. Charges externes	1 201	1 338
18. Autres charges générales d'exploitation	10	-
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	45	109
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	210	210
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
21. Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
22. Autres dotations aux provisions	210	210
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	10	107
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
24. Récupérations sur créances amorties	-	-
25. Autres reprises de provisions	10	107
VII. RÉSULTAT COURANT	4 543	1 249
26. Produits non courants	27	27
27. Charges non courantes	50	24
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	4 520	1 252
28. Impôts sur les résultats	1 804	510
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 716	742
TOTAL PRODUITS	8 188	3 894
TOTAL CHARGES	5 473	3 152
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2 716	742

	(en KUSD)	
PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	24 264	31 557
. À vue	-	-
. À terme	24 264	31 557
3. Dépôts de la clientèle	95 616	94 537
. Comptes à vue créditeurs	94 026	90 787
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	231	223
. Autres comptes créditeurs	1 359	3 527
4. Titres de créance émis	-	-
. Titres de créance négociables émis	-	-
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
5. Autres passifs	3 847	1 878
6. Provisions pour risques et charges	559	346
7. Provisions réglementées	-	-
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
9. Dettes subordonnées	-	-
10. Écarts de réévaluation	-	-
11. Réserves et primes liées au capital	7 135	7 135
12. Capital	500	500
13. Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
14. Report à nouveau (+/-)	4	4
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	2 716	742
TOTAL DU PASSIF	134 642	136 699

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITÉ DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LA SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A
**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA
SITUATION PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2023**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la **SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A** comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KUSD 10 355 dont un bénéfice net de KUSD 2 716, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la **SOCIETE GENERALE OFFSHORE S.A** arrêtés au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Casablanca, le 27 mars 2024

Le Commissaire aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
 Membre Réseau Grant Thornton
 7 Bd. Orly, Sidi El Ghazal, Casablanca
 Tél : 05 22 54 88 00 - Fax : 05 22 29 86 70

Faiçal MEKOUAR
 Associé



COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BANQUE OFFSHORE AU 31/12/2023

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 31/12/2023

	(en KUSD)	
I - Tableau de formation des résultats	31/12/2023	31/12/2022
1.(+) Intérêts et produits assimilés	6599	2366
2.(-) Intérêts et charges assimilés	1873	664
MARGE D'INTÉRÊT	4727	1702
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
5.(+) Commissions perçues	1497	1301
6.(-) Commissions servies	-	-
Marge sur commissions	1497	1301
7.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
8.(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
9.(+) Résultat des opérations de change	-62	-181
10.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	-62	-181
11.(+) Divers autres produits bancaires	-	-
12.(-) Diverses autres charges bancaires	163	23
PRODUIT NET BANCAIRE	5999	2799
13.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	-	-
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
16.(-) Charges générales d'exploitation	1256	1447
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4743	1353
17.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
18.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	200	103
RÉSULTAT COURANT	4543	1249
RÉSULTAT NON COURANT	-23	3
19.(-) Impôts sur les résultats	1804	510
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2716	742

	(en KUSD)	
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2023	31/12/2022
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	2716	742
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	45	109
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	210	210
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	-	-
25.(-) Reprises de provisions	-10	-107
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	2961	954
31.(-) Bénéfices distribués	-742	-607
(+) AUTOFINANCEMENT	2219	347

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2023

	(en KUSD)	
	31/12/2023	31/12/2022
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	8151	3760
2.(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	-	-
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-2152	-961
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-	-
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-1211	-1338
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-	-
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	4788	1461
Variation des :		
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-
9.(+) Créances sur la clientèle	-7125	-28633
10.(+) Titres de transaction et de placement	-	-
11.(+) Autres actifs	-426	-21
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-7293	5915
14.(+) Dépôts de la clientèle	1080	-909
15.(+) Titres de créance émis	-	-
16.(+) Autres passifs	154	-121
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-13610	-23769
III.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	-8822	-22307
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
21.(+) Intérêts perçus	-	-
22.(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-	-
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24.(+) Émission de dettes subordonnées	-	-
25.(+) Émission d'actions	-	-
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27.(-) Intérêts versés	-	-
28.(-) Dividendes versés	-742	-607
V.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-742	-607
VI.VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	-9564	-22914
VII.TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	17749	40663
VIII.TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	8185	17749